

Diplomacy : la cliopolitique selon Henry Kissinger.

Partie 1

Jean-Yves HAINE

L'incompréhension du présent naît fatalement de l'ignorance du passé. Mais il n'est peut être pas moins vain de s'épuiser à comprendre le passé si l'on ne sait rien du présent.

Marc Bloch, « Apologie pour l'histoire ».

Le problème traditionnel avec Kissinger lorsqu'on entreprend la recension d'un de ses ouvrages est de choisir entre l'auteur et son livre. Le conseiller pour la sécurité et le secrétaire d'Etat Kissinger a suscité bien des controverses et des critiques. Au terme de son mandat politique, il était même de bon ton de stigmatiser sa personnalité, -paranoïaque, pompeux, autoritaire, intrigant, opportuniste- et de dénoncer sa diplomatie, -tantôt dogmatique tantôt tacticienne, conservatrice, timorée et myope, dépassée ou infondée, sinon tragique [1]. En revanche, Kissinger l'intellectuel a toujours suscité l'admiration et la reconnaissance de ses pairs. Dans *Diplomacy*, le Don Juan [2] des relations internationales a assurément choisi de céder sa place à l'historien et au philosophe. Certes, il solde incidemment ses comptes avec les libéraux d'Harvard et les journalistes new yorkais. Certes aussi, il ne peut s'empêcher de rendre un hommage appuyé à Nixon. Certes enfin, il entend prodiguer ses recommandations à l'Amérique de l'an 2000 en général et au président Clinton en particulier. Mais là n'est pas l'essentiel. Car *Diplomacy* est avant tout un livre érudit, scientifique et rigoureux, retraçant trois siècles d'histoire mondiale, de Richelieu à Gorbachev, en passant par Metternich, Staline, Mao et... Kissinger [3]. C'est aussi un véritable manifeste réaliste des relations internationales, digne des classiques de G. Kennan, H. Morgenthau ou K. Waltz.

Contrairement à ce que laisse suggérer son titre, *Diplomacy* n'est ni une histoire diplomatique classique, à la manière d'A. J. P. Taylor ou de J. B. Duroselle, ni une anthologie pour futurs diplomates [4], ni même une réflexion sur la diplomatie contemporaine [5]. On n'y trouvera donc pas la moindre analyse sur les pratiques diplomatiques actuelles, sur la diplomatie préventive ou économique, sur la gestion des conflits ou le maintien de la paix, sur la place et le rôle des institutions internationales [6]. Ce livre marque au contraire un retour

aux sources à la fois pour le lecteur, invité à se plonger dans les méandres des rapports entre les grandes puissances depuis le 18ème siècle, mais aussi pour l'auteur, qui s'est efforcé de prolonger et de développer ses premiers travaux universitaires, en même temps qu'il s'est attelé à systématiser une méthode très personnelle d'appréhension des relations internationales. Pour apprécier ce travail à sa juste valeur, il est donc nécessaire de se reporter à la philosophie de l'histoire très particulière que s'est forgée le jeune Kissinger à Harvard. Cette philosophie historique, dont avec une remarquable constance il n'a jamais cessé de se réclamer, est le fondement de sa "Weltanschauung". Elle nous est indispensable pour apprécier son parcours politique et sa carrière académique, dont *Diplomacy* constitue à bien des égards sinon l'apogée, du moins la synthèse la plus rigoureuse et la plus achevée.

Histoire et historicisme

Peu de responsables politiques ont développé une conscience historique aussi aiguë que celle de Kissinger. L'influence de l'historicisme, hérité de l'école allemande en général et de Leopold von Ranke en particulier, apparaît en effet décisive. Certes, ce legs est commun à la majorité des précurseurs réalistes des relations internationales [7], et joua un rôle manifeste chez d'autres responsables américains, notamment George Kennan. Mais chez nul autre que lui, la filiation apparaît aussi nette et explicite. Si on a pu parler de la géopolitique comme de l'influence déterminante de la géographie sur la politique, on peut évoquer à son égard une histopolitique, au sens où l'histoire est la source de toute politique internationale. Sans étude historique, il ne peut y avoir de compréhension du monde. Le passé correspond à une jurisprudence, sinon à une loi, il est le seul critère d'interprétation des relations internationales. L'analyse du présent passe par la recherche du précédent. Dans cette immense banque de données que constitue l'histoire [8], il est dès lors nécessaire de trouver la période historique pertinente qui permettra alors de déduire des analogies et de trouver des solutions aux problèmes contemporains. Dès 1957, dans sa thèse sur le Congrès de Vienne, Kissinger avait défini précisément sa démarche : si le succès en physique dépend du choix de l'expérience décisive, la réussite dans le domaine des relations internationales dépend du choix de la période cruciale. Dans l'étude des affaires étrangères, aucune conclusion significative n'est possible sans une connaissance approfondie du contexte historique [9]. L'usage systématique, permanent et délibéré de cette méthode déductive et de ce raisonnement analogique constitue bien la caractéristique principale

de l'historicisme de Kissinger, et le distingue sans aucun doute de ses contemporains tant à Harvard qu'à Washington [10]. Certes, l'histoire ne se répète pas purement et simplement, mais elle offre une source inépuisable d'enseignements dont il faut tirer les leçons. En ce sens, elle constitue un outil essentiel pour celui qui veut comprendre les affaires internationales, et un instrument indispensable pour celui qui a prétention à les conduire. Avant d'être homme d'Etat, il faut être historien. Kissinger n'a d'ailleurs jamais renié sa formation historique et, même après sa nomination au National Security Council, il continua à se présenter d'abord comme un historien, ensuite comme un responsable politique [11]. Pour lui en effet les deux activités, loin d'être contradictoires, étaient étroitement liées. Car seules la connaissance historique et la compréhension de ses contraintes et de ses exigences, permettent de prendre la véritable mesure des défis qui attendent l'homme d'Etat. Seules les leçons de l'histoire lui offrent éventuellement la capacité de les surmonter. À ce titre, les politiques menées par Richelieu, Gorchakov ou Bismarck ne sont pas de simples curiosités historiques, mais constituent au contraire de véritables exemples prudents. Les propos de Kissinger ne sont donc pas seulement historiques, leurs objets sont tout autant contemporains.

Outre cet héritage historiciste, Kissinger s'est forgé une conviction franchement pessimiste de l'histoire. Son expérience personnelle, la chute de Weimar, la montée du nazisme avant l'exil aux Etats-Unis [12], et l'influence déterminante du *Déclin de l'Occident* de Spengler [13] ne sont pas étrangères à cette réflexion, que partagent d'ailleurs les premiers réalistes comme E. H. Carr et H. Morgenthau. Si ces derniers s'appuient sur une conception plutôt sombre de l'espèce humaine, où le désir de pouvoir et la lutte pour la suprématie prédominent, le pessimisme de Kissinger ne vient pas de la nature humaine, mais bien de l'aspect tragique que revêt l'histoire. Car l'histoire est bien pour lui une tragédie [14], une suite sans fin d'espoirs déçus, une série de combats sans cesse perdus. En 1950, encore étudiant à Harvard, il mena une ambitieuse étude sur le sens de l'histoire en comparant plusieurs historiens et philosophes, *The meaning of History : Reflections on Spengler, Toynbee and Kant*, au terme de laquelle il estima qu'il fallait dépasser le pessimisme excessif de Spengler, le déterminisme stérile de Toynbee et l'optimisme illusoire de Kant. Il considéra en effet que le déclin n'était pas inéluctable mais qu'un recours était permis et qu'une issue était possible : le chef d'Etat "créateur" qui possède le sens de la responsabilité, basé sur le fondement historique de la compréhension politique, et dont la tâche n'est alors ni plus ni moins que de modifier le cours et de "manipuler" [15] le sens de l'histoire. Car si l'Etat est le

produit de forces historiques, le chef d'Etat doit quant à lui pouvoir transcender ces contraintes historiques et imposer sa propre conception de l'intérêt national pour assurer la postérité de son pays. Le leader prend des allures de sauveur. À la nécessité de l'histoire répond la liberté de l'homme d'Etat. Cette conception libératrice de l'autorité, cet attrait pour le pouvoir personnel et cette exaltation très spenglérienne [16] du chef d'Etat constitueront les éléments fondamentaux de la philosophie de Kissinger. Il était donc logique que les grands responsables politiques qui ont marqué leur temps retiennent prioritairement son attention car il s'agit avant tout pour lui d'assimiler leurs méthodes, d'imiter leurs qualités et d'atteindre leurs résultats. Mais pour prétendre entrer dans son Panthéon, il faut avoir réussi ce que von Ranke laissait à la providence : créer l'histoire.

La puissance d'un Etat est ainsi étroitement liée à la personnalité de son chef, à la fois soldat et diplomate suprême, et seul juge de l'intérêt national. La prospérité économique, la vitalité sociologique ou la richesse culturelle d'un Etat apparaissent secondaires, seule compte la qualité de son leader. Les Etats se limitent presque à ces étiquettes nominatives qui garnissent les grandes tables des réunions internationales. Kissinger était convaincu que la diplomatie et la politique étrangère étaient avant tout une affaire d'hommes d'Etat, seuls dignes représentants de leur pays, capables de résoudre tous les problèmes dès lors qu'ils en avaient la volonté et le talent. Il se sentait donc plus à l'aise avec Hafez-El-Assad, Mao ou Brejnev qu'avec la Commission des Affaires étrangères du Congrès américain. Le dialogue diplomatique était d'abord pour lui une question de contacts directs, de confiance personnelle et d'accords *intuitu personnae*. Kissinger n'écoutait que la parole portée à l'extérieur, jamais le langage utilisé à l'intérieur. Dès lors, la politique internationale se conçoit comme un théâtre où se rencontrent les responsables des grandes puissances, une scène diplomatique, où se signent les traités, se scellent les alliances, s'échangent les lettres de créance. En ce sens, elle est bien individuelle et personnelle avant d'être politique et collective [17]. Les conditions internes et les différentes formes de gouvernement n'intéressent Kissinger que dans la seule mesure de leurs effets externes et des contraintes qu'elles exercent sur la conduite de la diplomatie [18].

Avec de tels préjugés, le conseiller du Président Nixon éprouva quelques difficultés à s'adapter à la modernité. Il manifesta une réelle méfiance à l'égard des régimes démocratiques et exprima de sérieux doutes sur leur capacité à formuler et à mener des politiques étrangères cohérentes dans un monde de plus en plus complexe. Sa

conception de la liberté du chef d'Etat supposait en effet que le parlement, l'administration, la presse et plus largement l'opinion publique fussent laissés en dehors du processus de décision. Dans son esprit, la démocratie s'apparente davantage à un obstacle diplomatique plutôt qu'à une force politique [19]. Clairement, la monarchie éclairée semble selon lui le seul régime politique qui réunisse les conditions optimales dans lesquelles s'exprime le plus librement et le plus efficacement la créativité de l'homme d'Etat car elle permet d'éviter l'influence et la mainmise de la bureaucratie. Car, tout comme chez Max Weber, l'éthique de la responsabilité, endossée par le chef d'Etat, implique une mise sous tutelle de l'administration et une lutte permanente contre la bureaucratie, qui symbolise aux yeux de Kissinger la médiocrité face à l'inspiration [20]. Pour cette raison notamment, il s'opposera obstinément aux exigences de la démocratie américaine et refusera constamment de jouer le jeu de la transparence. Ainsi sa propre administration sera tenue délibérément dans l'ignorance de pans entiers de sa politique étrangère. De même, des initiatives diplomatiques aussi essentielles que l'ouverture à la Chine ou les pourparlers sur le désarmement avec l'Union soviétique, menées sous sa seule impulsion avec l'aval du président Nixon, ne furent justifiées au Congrès qu'à posteriori, jamais présentées et motivées au moment où elles furent conduites [21].

Sa réflexion sur la créativité et la liberté du chef d'Etat ne fut donc pas seulement sémantique. Dès sa nomination au National Security Council, Kissinger s'emploiera en effet à mettre en pratique sa conception idéale de l'exercice du pouvoir, inspirée directement de ses études sur l'Europe du Congrès de Vienne. L'un de ses premiers mémorandums adressés au président Nixon visait à accroître l'autonomie de la présidence tout en restreignant le pouvoir de l'administration. Il fallait changer la structure du NSC pour que les décisions politiques soient prises au bureau oval et ne soient plus imposées par l'appareil administratif [22]. L'essentiel de ses réformes consista à créer une multitude de commissions ad hoc ou de comités permanents, la plupart sous sa présidence et son contrôle. En court-circuitant la hiérarchie administrative, en diluant ses compétences et en neutralisant le NSC, il s'agissait de favoriser les décisions au sommet, d'assurer la plus grande liberté possible pour le chef de l'Etat et incidemment la plus large autonomie pour son conseiller [23]. Si on a pu parler de Metternich à Washington, c'est parce qu'avec Kissinger, la république américaine était bien impériale et monarchique [24]. Ce ne fut pas un hasard si Kissinger exprima sa plus grande admiration pour le général de Gaulle, dont la politique étrangère et surtout la

manière dont elle était conduite, impressionnèrent beaucoup le jeune conseiller à la présidence.

Certes, sa personnalité byzantine paranoïaque et enrichie d'un amour-propre démesuré expliquent pour une bonne part le recours systématique à la diplomatie secrète et le climat de suspicion généralisée qui régnait à la Maison-Blanche [25]. Son rejet de la bureaucratie, son mépris pour la démocratie causeront finalement sa disgrâce [26], tandis que son refus de la transparence et son ignorance des conditions réelles d'exercice du pouvoir seront à l'origine de quelques-uns de ses échecs les plus retentissants en politique étrangère, notamment celui de "l'année de l'Europe" en 1973 [27], ce qui pour un spécialiste de l'histoire européenne était paradoxal. Kissinger a trop souvent sous-estimé ce qui avait provoqué au fond l'échec de Castlereagh : les forces vives d'une nation, qui elles aussi doivent être respectées si l'on veut entrer dans l'histoire.

La surestimation du rôle du chef de l'Etat induite par sa philosophie historique particulière s'accompagne donc chez Kissinger d'une conviction proprement rankéenne [28] selon laquelle l'Aussenpolitik devait absolument être séparée de l'Innerpolitik. Il est du devoir du chef d'Etat d'assurer une étanchéité quasi parfaite entre les deux politiques, et le cas échéant, d'imposer la nécessité de la première au détriment de la seconde. Cette conviction profonde selon laquelle la politique étrangère pour être opérante et efficace doit être préservée à tout prix des aléas de la vie politique interne, est largement partagée par l'ensemble des auteurs réalistes, mais seul Kissinger aura développé une théorie aussi personnalisée du pouvoir et une lecture aussi subjective de l'histoire. Avec une rigoureuse persévérance, il s'est employé à dresser le portrait et analyser les décisions de personnalités "historiques" comme si les conditions d'exercice du pouvoir n'avaient pas fondamentalement évoluées depuis Richelieu, comme si les relations internationales étaient toujours dictées par les mêmes exigences que sous Bismarck. On ne sera donc pas surpris de constater dans *Diplomacy* qu'aux yeux de Kissinger, Staline fut le "Richelieu de son époque", et qu'il ne poursuivait que des intérêts "légitimes" en Europe, que Mao ne fut qu'"occasionnellement" un meurtrier, ou que Reagan se révéla un président "naïf et dans l'erreur". Il était normal que l'ouverture à la Chine ou les négociations avec les Soviétiques ignorent toute considération d'ordre intérieur [29]. Il était somme toute logique qu'il s'oppose aux sanctions contre Pékin après le massacre de Tian-an-Men [30], qu'il se montre excessivement prudent à l'égard des premières réformes de Gorbatchev, et qu'il s'empresse aujourd'hui de mettre en garde la

Maison-Blanche contre le nouvel expansionnisme d'Eltsine. Pour Kissinger l'historien et pour Kissinger l'homme politique, les relations internationales ne sont pas ou peu l'oeuvre de forces politiques, économiques [31] et sociales [32], mais essentiellement la rencontre de volontés individuelles. Les idées, l'éthique et la morale restent en dehors de son champ d'analyse car elles n'ont pas de valeur intrinsèque, contrairement à la créativité du chef de l'Etat. Les politiques menées en leur nom méconnaissent gravement les réalités de la vie internationale. Au mieux, elles sont illusoires, au pire, elles sont dangereuses. De sa conception historiciste des relations internationales, découle sa critique systématique et récurrente de l'idéalisme wilsonien, responsable de l'isolationnisme excessif ou de l'interventionnisme tous azimuts, et véritable bouc émissaire de tous les échecs de la politique américaine.

Fort d'une telle philosophie historiciste, Kissinger développa une vision traditionnelle de l'ordre mondial, basée sur les notions de légitimité, de modération et d'équilibre, issues directement de son étude sur la diplomatie du Congrès de Vienne. Mais sa conception de l'ordre mondial est-elle aussi intangible et normative qu'il ne le prétend ? La chute de l'ordre ancien qu'inaugure la fin de la première guerre mondiale, la faillite de l'Empire soviétique, plus précisément la manière dont celui-ci s'est écroulé, la primauté d'une rationalité économique, réelle depuis le XIX^e siècle mais déterminante à l'heure actuelle, ne doivent-elles pas nous inciter à réfléchir sur la validité de la doctrine Kissinger ? En dénonçant sa confiance exagérée dans le balance of power, en insistant sur les contradictions de sa structure de paix, et en montrant enfin les lacunes de l'école réaliste dont il se réclame, nous estimerons que les leçons du professeur Kissinger sont aujourd'hui largement dépassées et finalement peu pertinentes.

Ordre et justice

Kissinger aimait à le répéter : s'il devait choisir entre l'ordre et l'injustice d'un côté ou la justice mais le désordre de l'autre, il opterait toujours pour le premier au détriment de la seconde. Considérant que le chaos et l'anarchie sont les caractéristiques essentielles de la vie internationale [33], l'ordre, dont la paix n'est qu'un sous-produit, devient l'objectif prioritaire et permanent de la diplomatie. La matrice réaliste est évidente, le même constat se retrouve chez R. Aron, M. Wight ou R. Nieburgh, mais Kissinger se distingue par une approche plus "sanguine" que ses confrères [34]. Si le conflit est inhérent à la politique internationale, c'est parce que les Etats ont subi des expériences historiques différentes et qu'ils se sont chacun forgé leur

propre conception de la justice. Or ce qui peut apparaître comme absolu en leur sein, devient relatif entre eux [35]. Néanmoins, les Etats, en dépit de leurs divergences, tentent d'imposer leur propres valeurs à l'extérieur, ou essaient à tout le moins de se prémunir contre l'influence de celles des autres nations. Pour cela, l'outil indispensable et irremplaçable est la force militaire, car le statut, l'influence et la crédibilité d'un Etat dépendent d'abord des moyens militaires dont il dispose, non des valeurs dont il se réclame. Le seul langage commun des nations est l'usage de la force. En l'absence d'une autorité internationale, dont l'établissement est utopique parce que la légitimité universelle est une chimère, la guerre est bien le mode le plus habituel des rapports interétatiques [36]. Toute politique étrangère formulée en termes moraux, comme le messianisme wilsonien ou le communisme international, apparaît aux yeux de Kissinger irresponsable car elle est contraire à l'éthique de la responsabilité, et dangereuse car elle ignore les caractéristiques et les fondements historiques de la vie internationale. Plus la prétention sera universelle, plus l'Etat sera "révolutionnaire", et plus le conflit risque d'être global. Dans l'analyse de Kissinger, la justice n'est que relative, l'ordre est la seule valeur absolue. Son instauration et son maintien sont de ce fait prioritaires et doivent l'emporter sur toute autre considération.

[Lire la suite](#)

[1] . Sur sa personnalité, "paranoïde", Isaacson Walter, "Kissinger : a biography", Simon & Shuster, 1992, "exceptionnaly pompous", Schelling Thomas, in ibidem, "secretive", Hersh Seymour, "The price of Power, Kissinger in the Nixon White House", Summit, 1983, "imperious", Hoffmann Stanley, "Primacy or World Order : American Foreign Policy Since the Cold War", Mc Graw-Hill, 1978, "anti-democratic", Ball George, "Diplomacy for a Crowded world : an American Foreign Policy", Little Brown, 1976. Sur sa politique étrangère, "dogmatic", Stanley Hoffman, op-cit., "pragmatic par excellence", Buchan Alastair, "The Irony of Henry Kissinger", International Affairs, July 1974, Vol. 50, n°3, pp. 367-379, "conservative", Hassner Pierre, "Pragmatic conservatism in the White House", Foreign Policy, Summer 1971, n°3, pp. 41-61, "timid", Pipes Richard, "Survival is not enough", Simon & Shuster, 1984, "reactive", Schulzinger Robert D., "Henri Kissinger : Doctor of Diplomacy", Columbia University Press, 1989, "frustrated", Evans Rowland, "Nixon in the White House", Random House, 1971, "myopic", Brzezinski Zbigniew, "The Deceptive Structure of Peace", Foreign Policy, Spring

1974, Vol. 14, pp. 35-56, "old-fashioned", Noer Thomas J., "Henry Kissinger's Philosophy of History", *Modern Age*, Spring 1975, Vol. 19, n°2, pp. 180-190, "irrelevant", Morris Roger, "Uncertain Greatness : Henry Kissinger and American Foreign Policy", Harper & Row, 1977, et même "tragic", Mazlich B., "The European mind in American Policy", Basic Books, 1976.

[2] . L'expression est de Gelb Leslie, "The Kissinger legacy", *New York Times*, 31 octobre 1976.

[3] . Kissinger est passé maître dans l'art de se mettre en scène. Il avoue volontiers : "I am a world figure. I can't just lead a normal professor's life". Cité par Isaacson Richard, op-cit., p. 707. Pour H. Bull, "Kissinger is a real life prima donna. Kissinger's writings have sometimes seemed excessively, even comically, Wagnerian". Bull H., "Kissinger : the Primacy of Geopolitics", *International Affairs*, Summer 1980, Vol. 56, n°3, pp. 484-485.

[4] . Kissinger a toujours manifesté le plus grand mépris pour les diplomates, considérés au mieux comme des fonctionnaires, au pire comme des bureaucrates. Ceci lui valut des inimitiés solides à Washington, notamment celle du Président Bush, qui n'avait pas oublié la manière dont il fut ignoré lors de l'ouverture chinoise lorsqu'il était ambassadeur à Pékin. "Kissinger's great weakness is that although he knows a great deal about the history of diplomacy he does not believe in using the services of diplomats". Voir Buchan Alastair, "The Irony of Henry Kissinger", *International Affairs*, July 1974, Vol. 50, n°3, p. 377.

[5] . Voir le classique d'Adam Watson, "Diplomacy : the Dialogue Between States", Methuen, 1984 et plus singulier, Der Derian James, "On Diplomacy : a Genealogy of Western Estrangement", Blackwell, 1987.

[6] . On ne trouvera en effet aucune référence aux travaux récents sur les relations internationales. "Overall, there is rather little reference to what others have written on international affairs over the past-half century or so". Halliday Fred, "Living abroad", *London Review of Books*, 21 July 1994.

[7] . Caractérisant l'histoire des relations internationales, Morgenthau parle de "regularities and recurrences" Wight de "ressemblances and repetitions" et Waltz de "constant patterns and endlessy sameness". Voir Farrenkopf John, "The Challenge of Spenglerian pessimism to Ranke and political realism", *Review of International Studies*, July

1991, Vol. 17, n°3, p. 282 et suiv. Kissinger quant à lui évoque "the immutable constraints of international relations". Kissinger Henry, "Diplomacy", p. 812.

[8] . L'expression est reprise par Weitz Richard, "Henry Kissinger Philosophy of International Relations", *Diplomacy and Statecraft*, March 1991, Vol. 2, n°1, p. 104.

[9] . Et il ajoute : "History teaches by analogy, not identity. I have chosen the period between 1812 and 1822, partly, I am frank to say, because its problems seem to me analogous to those of our day". Kissinger Henry, "A World Restored : Metternich, Castlereagh and the Problems of Peace 1812-1822", Houghton Mifflin, 1957, p. 330-331. Il dira plus tard : "I feel my greatest strength was in intuition on where the main historical currents were". Cité par Robert S. Litwack, "Detente and the Nixon Doctrine : American Foreign Policy and the Pursuit of stability", 1984, John Hopkins University Press, p. 48.

[10] . "Kissinger was unique in attempting to use the past as a normative model of world politics instead of treating it merely as history or as a prelude to the present". Hoffmann Stanley, "Primacy or World Order : American Foreign Policy Since the Cold War", Mc Graw-Hill, 1978, p. 37.

[11] . "I think myself as a historian more than a statesman". Un de ses biographes note par ailleurs que "Kissinger's ideas are those of a historian. Few American leaders have viewed international relations from such a deliberately historical perspective as H. Kissinger". Voir Cleva George D., "Henry Kissinger and the American Approach to Foreign Policy", Associated University Press, 1989, p. 25. Dans ce sens, remarque l'historien D.C. Watt, "his academic career was entirely designed as an education for the task he assumed in december 1968". Voir Watt Donald C., "Henry Kissinger : an interim report", *The Political Quarterly*, January-March 1977, Vol. 48, n°1, p. 7.

[12] . Il reconnaissait que "the generation of Buchenwald and the Siberian labor camps cannot talk with the same optimism as its fathers". Cité par Isaacson Walter, op.-cit., p. 697.

[13] . L'ouvrage traînait toujours sur le bureau de Nixon. C'est Kissinger qui lui en avait "chaudement" recommandé la lecture. Voir Joll James, "Two prophets of the twentieth century : Spengler and Toynbee", *Review of International Studies*, April 1985, Vol. 11, n°2, p. 91.

[14] . "History is a tale of efforts that failed, of aspirations that weren't realized, of wishes that were fulfilled and then turned out to be different from what are expected. History is not man's progress but the reoccurring yet unsuccessful attempt to bring order out of chaos. As an historian, one has to live with the inevitability of tragedy. As I think historically, I must look at the tragedies which have occurred". Interview de James Reston, New York Times, 13 octobre 1974.

[15] . "The great statesman manipulates history". Kissinger Henry, "Domestic structures and Foreign Policy", Daedalus, Spring 1966, Vol. 95, n°2, pp. 503-529.

[16] . Pour Spengler, "the leader is the center of action, history's commanding officer". Pour Kissinger, "a nation's fate rests on one crucial factor : the quality of its political leadership. Its existence or decline depends on its leaders's conception of its national purpose". Cité par Cleve George D., "Henry Kissinger and the American Approach to Foreign Policy", op-cit., p. 70.

[17] . "History for Kissinger is not primarily the product of deep, irresistible forces : it is a clash of wills and a stage for leaders who are either the carriers of new principles or the creative defenders of past experience". Voir Hoffmann Stanley, op-cit., p. 41.

[18] . Kissinger appelait les Occidentaux à reconnaître leur supériorité morale par rapport au bloc soviétique, dans la seule mesure où "a failure to do so deprives the West of the inward assurance to negotiate effectively and leads to a policy of the guilty conscience". Kissinger Henry, "The search for stability", Foreign Affairs, Vol. 37, n°4, July 1959, p. 558-559. C'est nous qui soulignons.

[19] . "Kissinger thought that democratic statesmen should lead, accepting when necessary the burden of defying voters'whims. Here is a clear expression of the inherent contradiction between the fundamentals of democracy and his call for inspired and heroic leadership". Voir Beisner Robert L., "History and Henry Kissinger", Diplomatic History, Fall 1990, Vol. 14, n°4, p. 524.

[20] . "All politics is a conflict between inspiration and organization : inspiration is timeless and a call for greatness, organization is historical and a recognition that mediocrity is the usual pattern of leadership. The best solution is a bureaucracy which runs sufficiently smoothly to take care of ordinary problems as a matter of routine, but not so pervasive as to inhibit the creative thought which is inseparable

from statesmanship", Kissinger Henry, "Domestic structures and Foreign policy", op-cit., pp. 503-529.

[21] . "The Congress can and ought to scrutinize the consequences of diplomacy. It cannot carry it out". Kissinger Henry, "White House Years", Little, Brown, 1979, p. 940.

[22] . La décision "must go from top to down, not the other way round". Henry Kissinger to the president elect, 12/27/68, White House Special Files. Cité par Schulzinger Robert D., "Henri Kissinger : Doctor of Diplomacy", Columbia University Press, 1989. p. 24.

[23] . "The NSC seemed to be used to exclude the bureaucracy while Nixon and Kissinger did the most important business on their own. The White House is a court and the president is a reigning monarch". Amos Perlmutter, "The presidential Political Center and Foreign Policy", World Politics, October 1974, Vol. XXVII, n°1, pp. 99-106. Voir aussi Leacacos John P., "Kissinger's Apparat", Foreign Policy, Winter 1971, n°5, pp. 3-27. Ses réformes "establish the conditions for action indispensability but also actor indispensability". Walker Stephen G., "The Interface Between Beliefs and Behavior : Kissinger's operational code", Journal of Conflict Resolution, March 1977, Vol. 21, n°1, p. 159.

[24] . Pour caractériser la centraliation du processus de décision sous Kissinger, certains ont évoqué le modèle "de la Cour Royale". Voir Kohl Wilfried L., "The Nixon-Kissinger Foreign Policy System and US-European Relations : Patterns of Policy Making", World Politics, October 1975, Vol. 38, n°1, p. 12.

[25] . L. Eagleburger, un de ses proches conseillers, reconnaît que "he was able to give a conspiratorial air to even the most minor things". Son obsession paranoïaque du secret l'a ainsi amené, quelques mois après sa prise de fonction, à mettre sur écoute la grande majorité de ses propres collaborateurs pour savoir lequel d'entre eux entretenait des contacts avec la presse. Voir Isaacson Walter, op-cit., pp. 190 et suiv.

[26] . G. Ball concluait : "The master Player must not only keep foreign nations in the dark awaiting surprising moves, but he must also conceal his tactics from the State Department bureaucracy, the American Congress and of course the American people. A democratic system will tolerate such practices for only a limited period of time". Ball George., "Diplomacy for a Crowded World : an American Foreign Policy", Little Brown, 1976, p. 14.

[27] . La même année, au Proche-Orient, son goût du secret eut des conséquences pour le moins fâcheuses. Il décida de mettre en alerte les forces américaines, y compris nucléaires, pour répondre aux Soviétiques qui étaient sur le point de débarquer en Egypte, en leur envoyant un signal diplomatique "fort". Il pensait qu'une telle mesure pouvait échapper à la presse américaine, alors qu'elle concernait près de 2 millions d'hommes. A. Schlesinger nota à cette époque : "It was typical of Henry to believe that you could keep a secret from everyone except the Russians".

[28] . "Political realism contains a nostalgic appeal to the historical world of the eighteenth and nineteenth centuries. Their work reflects Ranke's faith in the rationality and progressive nature of Modern Western civilization and the ability of statesmen to contain the destructive forces of international politics". Gilpin Robert., "The richness of the Tradition of Political Realism", in Keohane Robert O., "Neorealism and its Critics", Columbia University Press, 1986, p. 310 et suiv. Sur l'influence de Ranke chez les historiens américains, Voir Iggers Georg G., "The image of Ranke in American and German Historical Thought", *History and Theory*, 1962, Vol. II, pp. 17-40.

[29] . Nixon déclara à Chou-en-Lai : "What brings us together is a recognition on our part that what is important is not a nation's internal political philosophy. What is important is its policy toward the rest of the world and toward us". Kissinger ajouta : "Internal change should not be made a condition for negotiations. The US had a stake in China's survival, regardless of what kind of regime was in charge there". Voir Kissinger Henry, "White House Years, Little, Brown, 1979, p. 192.

[30] . "The drama in Beijing is for Americans a test of our political maturity. We could not implement sanctions only in reaction to events entirely within its domestic jurisdiction. China remains too important for America's national security to risk this relationship on the emotions of the moment". Kissinger Henry, "The Caricature of Deng as a Tyrant is Unfair", *The Washington Post*, 01 août 1989.

[31] . Nixon hésita avant de nommer Kissinger aux affaires étrangères : "What we needed at state department was someone with economic expertise. I thought that Henry had absolutely no competitors when it come to geopolitics, but economics is not his area of expertise". Cité par Isaacson Walter, *op-cit.*, p. 502.

[32] . Sur le Chili, Kissinger eut cette remarque révélatrice : "I don't see why we have to let a country go marxist just because its people are irresponsible". Cité par Gaddis John L., "Strategies of Containment", Oxford University Press, p. 338.

[33] . "How to impose some sort of temporary order on a world whose natural tendency is chaos. The solution is to emulate the methods of the great statesmen of the past". Cité par Noer Thomas J., "Henry Kissinger's Philosophy of History", *Modern Age*, Spring 1975, Vol. 19, n°2, pp. 187.

[34] . "Kissinger's views on the nature of international society are more sanguine than those of his realist counterparts. Neither he nor Ranke subscribes to the state of nature theory of Hobbes, Locke or Rousseau. International politics is more than a meaningless clash of power". Cleva George D., *op-cit.*, p. 54.

[35] . The international experience of a people is a challenge to the universality of its notion of justice, for the stability of an international order depends on self-limitation, on the reconciliation of different versions of legitimacy. Not for nothing do so many nations exhibit a powerful rebellion against foreign policy, against this double standard which considers what is defined as "justice" domestically, merely an object for negotiation internationally". Kissinger Henry, "A World Restored", *op-cit.*, p. 328. Au contraire, les libéraux estiment que "morality is basically a matter of keeping faith with a nation's best ideals. A democracy is in bad trouble when it keeps two set of books, when it uses one scale of value for its internal policy and uses another in foreign affairs. The moral force of a foreign policy derives from the moral vitality of the national community. Ideals themselves verified by performance become instruments of national power". Schlesinger A., "The Cycles of American History", Houghton Mifflin, 1986, p. 80.

[36] . "The particular international activity that is most typical of the international activity as a whole is war itself". Bull H., "The Anarchical Society : a study of order in world politics", Macmillan, 1977, p. 25. Kissinger ne part pas de la nature humaine mais de l'expérience des Etats pour expliquer la normalité de la guerre. La "seconde image" de Waltz est donc chez lui une question de développement historique.

Diplomacy : la cliopolitique selon Henry Kissinger. Partie 2

Jean-Yves Haine

Il est illusoire de vouloir modifier les régimes internes des autres Etats, et il est vain de vouloir convertir un adversaire à ses propres principes, précisément parce les valeurs au nom desquelles on veut imposer des réformes ne sont pas universelles mais seulement relatives [1]. En ce sens, l'anarchie découle de cette relativité, les oppositions et les conflits résultent de ces particularismes étatiques. Mais jamais chez Kissinger ne sont pris en compte les enrichissements des échanges mutuels et les bénéfices de la différence. Comme chez la plupart des réalistes où le conflit est le mode naturel et même nécessaire des relations internationales, l'interdépendance demeure largement ignorée. Pour autant, on sait depuis longtemps que l'anarchie ne conduit pas automatiquement au désordre, mais qu'au contraire la coopération et la collaboration peuvent tout autant émerger [2]. Les paradigmes kissingériens sont donc très réducteurs. La surestimation du rôle du chef de l'Etat, couplée à une appréhension restrictive des relations internationales, le conduit donc à n'envisager l'ordre mondial que sous des aspects très limités.

Dans les conditions d'anarchie chaotique telles qu'elles sont posées par Kissinger, la tâche du chef de l'Etat est de créer et de maintenir un ordre international qui tienne compte des nécessités particulières de chacun. Deux conditions préalables doivent être cependant remplies : un équilibre des forces doit être assuré entre les grandes puissances, et une légitimité mutuelle doit s'instaurer entre elles. Cela implique d'une part que les arsenaux respectifs soient équivalents et dissuasifs, et d'autre part que les différences étatiques soient reconnues et acceptées. Pour nouer le dialogue, il faut que les armes se taisent et que les interlocuteurs se reconnaissent. Ces conditions sont nécessaires mais pas suffisantes pour l'établissement d'un ordre international. Pour qu'il soit stable, il devra être accepté, défendu et perçu comme légitime par les grandes puissances. En ce sens, la légitimité n'est rien de plus qu'un arrangement à l'amiable entre chefs d'Etats [3].

Cette définition de l'ordre mondial pose des problèmes à la fois pratiques mais aussi théoriques. La simplicité quasi biblique de l'ordre mondial de Kissinger, -il y a ordre dès lors qu'on l'accepte-, cache en

vérité une confusion entre les causes et les effets de l'équilibre, tandis que son application conduit à un conservatisme excessif et stérile.

L'objectif de Kissinger lorsqu'il arrive au pouvoir est de créer une structure internationale permettant de maintenir la paix. Si Dean Acheson avait instauré un véritable balance of power, l'objectif de Kissinger est de transformer cet équilibre précaire en concert permanent de puissances, en brisant le carcan bipolaire [4] et en instaurant un code commun de conduite entre les Grands. Concrètement, il fallait d'abord reconnaître la Chine pour l'insérer dans le cercle des puissances, et accepter les intérêts légitimes de l'Union soviétique. Cela passait par un consentement mutuel sur les zones d'influence respectives, une approbation des régimes chinois et soviétique par les Etats-Unis et les premières négociations sur le désarmement afin de réduire les risques de conflagration générale. Cela signifiait aussi une rédéfinition des intérêts stratégiques américains, laquelle impliquait le retrait progressif du Viêt-nam afin de rétablir la crédibilité des Etats-Unis et une nouvelle distribution des rôles entre alliés occidentaux. La nouvelle structure multipolaire [5] devait donc reposer sur l'équilibre et le dialogue entre les cinq grands, et ainsi permettre la diminution des tensions à la périphérie. Telle fut la conception initiale et l'objectif unique de la détente [6]. Celle-ci n'était rien d'autre au fond qu'une version plus diplomatique du containment dont les objectifs restaient poursuivis non plus par la confrontation mais par la négociation. En dépit de son ambition limitée, cette structure internationale, prônant la modération dans la poursuite des intérêts nationaux, possédait des assises fragiles [7] et rencontra d'insurmontables difficultés. Ses propres contradictions et la personnalité de son auteur devaient finalement entraîner son échec.

Le premier constat est que la structure de paix n'a pas fonctionné très longtemps. La relation n'a jamais été réellement triangulaire entre les Etats-Unis, l'URSS et la Chine. Les premiers occupaient une position centrale et, dans l'esprit de Kissinger, ils étaient appelés à jouer le même rôle que l'Allemagne bismarckienne. Très vite, ces relations devinrent tout autant antagonistes qu'amicales. De plus, il est pour le moins hasardeux de parler d'un compromis pacifique entre Pékin et Moscou, et après le sommet Nixon-Brejnev de juin 1973, les relations américano-soviétiques entrèrent dans une nouvelle phase d'hostilité. Quant aux relations entre le Japon, l'Europe et les Etats-Unis, elles étaient essentiellement hiérarchiques, Bruxelles et Tokyo ne pouvant prétendre jouer un rôle mondial sur le même plan que Washington. La structure multipolaire composée de cinq grandes puissances n'exista donc que dans l'esprit de Kissinger. La légitimité de l'ordre

international qui fondait son existence fut en réalité une fiction, et la modération qui était au cœur de l'ordre kissingérien, devint très rapidement de pure forme. Les avatars de la détente traduisent bien cette évolution. Motivée par la perspective d'une relation plus productive avec l'Union soviétique, elle devint rapidement un mode de régulation de la compétition et enfin un moyen d'empêcher l'expansion soviétique [8]. Bien loin de façonner les événements, la politique de Kissinger fut essentiellement réactive et ne modifia que très superficiellement le comportement des autres puissances. L'une des raisons essentielles était que les Etats-Unis se trouvaient dans l'impossibilité de "punir" l'Union soviétique dès lors que celle-ci n'appliquait plus les règles communes de modération et de prudence. Au 18ème siècle, la guerre était toujours envisageable pour obliger tout contrevenant à appliquer les règles de l'équilibre. À l'âge nucléaire, tout conflit même limité entre grandes puissances apparaissait bien trop grave, vu les risques d'escalade, pour être un moyen de régulation [9]. Le centre se trouvait ainsi gelé, d'autant plus que les opportunités de modifications d'alliances demeuraient peu nombreuses [10]. La flexibilité des alliances, qui constituait une caractéristique majeure du concert européen sous Bismarck, était en effet inexistante. Il n'était pas envisageable de voir un rapprochement sino-américain s'opposant à la montée en puissance du Japon. La structure de paix de Kissinger se résuma donc très vite à un dialogue bilatéral entre Moscou et Washington. Mais ce dialogue au sommet servait d'abord les intérêts de Moscou. Car si les Soviétiques manifestèrent un temps une authentique volonté de s'entendre avec les Américains, c'est parce que fondamentalement ils y recherchaient la reconnaissance de la parité stratégique. La structure de paix ne favorisa pas la modération, mais inversement, ce fut la prudence de Moscou qui permit l'ouverture de pourparlers [11]. Or cette bonne volonté soviétique ne dura qu'un temps. La technologie nucléaire ne cessant de progresser, l'essentiel des négociations se limita au maintien de l'équilibre atomique. Les négociations bilatérales ne poursuivaient plus qu'un seul objectif, la gestion du statu quo [12]. La nécessité n'est plus alors la mère des inventions mais le moteur du conservatisme, si ce n'est la source du renoncement. Les concessions américaines ont pu à juste titre apparaître prohibitives, la doctrine Nixon [13] et bien sûr celle de Sonnenfeld [14] semblèrent en effet hors de proportion par rapport aux résultats réels du dialogue qu'elles devaient permettre d'instaurer. Comme les règles du jeu kissingérien apparaissaient pour le moins floues et que les sanctions étaient impossibles, le concert entre les Etats-Unis et l'Union soviétique se limita au seul maintien d'un rapport de puissance. En lieu et place du Concert of power, une structure contraignante influençant la politique

extérieure des grandes puissances, il y eut un Balance of power, une distribution des moyens de puissances entre des acteurs antagonistes. Pour ne pas avoir tiré les conséquences de cette confusion, Kissinger se méprit sur les effets de sa prétendue structure de paix. Si le but était d'éviter un conflit entre Washington et Moscou, la dissuasion remplissait cet objectif minimal sans aucun coût politique. La source de cette confusion réside, nous le verrons, dans sa lecture partielle du concert de 1815, dont il a voulu appliquer les résultats sans se soucier des fondements. Kissinger ne put donc mettre en œuvre qu'une version modifiée du containment, c'est-à-dire du Balance of Power, dont la stabilité était assurée par la dissuasion nucléaire. Il n'y eut jamais un concert permettant une gestion collective d'intérêts communs. La prolifération et l'intensification des conflits périphériques en furent le signe le plus tangible.

L'opposition larvée au centre se déplaça vers les pays du Tiers monde et à bien des égards, la diplomatie de Kissinger favorisa même l'instabilité à la périphérie. En intronisant la Chine, les risques d'opposition se multipliaient. En Angola, par exemple, l'intervention chinoise amena celle des Soviétiques qui à son tour motiva l'engagement américain. Les réalités régionales furent généralement ignorées ou négligées au profit du seul équilibre central, comme si l'expérience du Viêt-nam n'avait finalement guère porté ses fruits. Son appréhension hiérarchique des rapports entre le centre et la périphérie fut une source d'improvisations désastreuses [15] et d'échecs majeurs, à l'instar du Bangladesh ou de Chypre. En outre, la réduction de l'engagement américain souhaitée par Nixon entraîna une augmentation sans précédent des ventes d'armes aux pays alliés. La politique étrangère américaine revenait au fond à la philosophie du containment, mais sans en assumer la responsabilité. Ce qui devait être une remise en ordre se traduisit finalement par une formidable incitation à la déflagration et à la militarisation de nombreux Etats [16]. Enfin, la structure centrale ne reposait que sur des contacts privés entre quelques dirigeants. La propension de Kissinger à s'occuper personnellement de toutes les affaires en cours et son rejet de toute négociation multilatérale, comme le processus d'Helsinki, rendit sa structure de paix bien trop dépendante des personnalités en place pour s'avérer solide et durable [17]. Son obsession de l'ordre mondial basé sur le concert des grandes puissances, sa méconnaissance des problèmes régionaux, son ignorance de l'intensification de l'interdépendance économique et des nouvelles données financières, et sa sous-estimation de l'importance croissante des acteurs internationaux non-étatiques, rendirent finalement sa

diplomatie inadaptée aux exigences réelles de la stabilité mondiale et impuissante face aux problèmes contemporains.

L'application politique de l'ordre international de Kissinger fut donc décevante et sa volonté d'établir un concert entre les grandes puissances s'avéra vaine. Deux raisons essentielles expliquent cet échec : sa confusion sur les fondements de la paix de 1815, et son incompréhension des exigences politiques du XX^e siècle.

1815 et la paix

La référence la plus pertinente et donc la plus normative est bien pour Kissinger celle du concert européen tel qu'il fut pratiqué à partir de 1815. Il y voit l'expérience non seulement la plus exemplaire de la diplomatie créatrice mais aussi la plus significative pour le monde de l'après-guerre froide. Il importe d'approfondir davantage cette période relativement brève [18], et d'en montrer à la fois les complexités et les limites car sa lecture du Congrès de Vienne nous semble partielle. Sa définition du Balance of power restant lacunaire, ses effets ont été mal interprétés. Se limitant aux rapports entre chefs d'Etats, les véritables fondements de la paix de 1815 ont été largement ignorés.

Le concept du Balance of Power, au cœur de l'analyse kissingérienne, est l'un des plus importants paradigmes des auteurs réalistes en relations internationales et constitue le plus souvent leur unique argument pour expliquer la paix. Il est aussi l'un des plus anciens de la science politique, certains le considèrent même comme un préalable à la diplomatie classique, et comme une condition aux échanges d'ambassadeurs permanents entre différentes entités politiques [19]. Cette notion apparaît dans la littérature politique avant même l'émergence de l'Etat-nation. Le contemporain de Machiavel, Francesco Guicciardini, fut l'un des premiers en effet à théoriser un système de forces atteignant un équilibre. Il faut attendre cependant le 17^e siècle pour que les références au Balance of Power se multiplient et Louis XIV pour qu'elles entrent dans la doctrine. À partir du début du 19^e siècle, elles deviennent récurrentes dans la littérature européenne. En dépit de la révolution nucléaire, la notion ne quittera plus jamais les recueils de science politique. Après 1989, elle devait d'ailleurs connaître à nouveau une nouvelle jeunesse. Mais l'ancienneté du concept ne fonde pas sa pertinence, elle justifie au contraire la suspicion sur sa signification et les doutes sur sa précision [20]. La définition du Balance of Power demeure en effet particulièrement floue, son acception ayant constamment évolué au gré des événements ou en fonction des intérêts.

Tour à tour, le Balance of Power a pu signifier une distribution équilibrée, un partage inégal ou la répartition effective des moyens de puissances entre différents Etats. Il offre un cadre permettant d'éviter l'émergence d'une puissance hégémonique, mais sert aussi de moyen pour conserver la suprématie. Son objectif est souvent le statu quo, mais il favorise parfois l'expansion des uns au détriment des autres. Il est censé préserver l'existence des petites nations, mais ces dernières peuvent tout aussi bien disparaître sans le remettre en cause. Il peut réclamer un arbitre, gardien de l'équilibre, ou exiger au contraire l'absence de toute autorité supérieure. Il doit empêcher la guerre et assurer la paix, mais au nom de son maintien ou de son rétablissement, des conflits sont volontiers déclenchés. Cette notion renferme donc tout et son contraire, et il convient d'éviter toute généralisation abusive [21]. La mise en œuvre du Balance of Power prête elle aussi à confusion. Rousseau et Toynbee estimaient que ses mécanismes étaient automatiques, Taylor y voyait l'équivalent politique de la loi de l'offre et de la demande, mais pour Cobden son application était une chimère, pour Sorel le processus était aléatoire et injuste et pour Hobson, le procédé relevait de l'imposture diplomatique [22].

En dépit de ces imprécisions et de ces contradictions, on peut néanmoins distinguer deux grandes variétés de Balance of Power selon qu'on envisage la puissance sous un angle coercitif ou au contraire associatif [23]. Dans la première acception, la puissance est nécessaire pour survivre dans un environnement anarchique et hostile. Fidèle à la tradition hobbesienne, l'équilibre entre les puissances permet alors aux Etats de consolider leur position ou de combler leur faiblesses face à des adversaires plus ou moins puissants. Le second sens est moins commun dans les relations internationales mais pourtant tout aussi et de plus en plus essentiel. La conception associative de la puissance ne se limite pas à la seule opposition entre les Etats mais s'attache au contraire à l'aspect collectif de l'exercice de la souveraineté, en insistant sur leur collaboration et leurs actions communes. Dès 1756, Emmerich de Vattel écrivait que des intérêts mutuels unissaient les nations européennes en "une sorte de République européenne", au sein de laquelle tous les Etats étaient liés par le sort de leurs voisins. Friederich von Gentz évoquait un "commonwealth" des nations européennes, l'abbé de Pradt parlait lui d'un "seul corps", tandis que Metternich développait l'idée d'un monde moderne où "la solidarité et l'équilibre" étaient la règle entre les Etats [24]. L'aspect associatif de l'exercice de la puissance est donc une notion ancienne mais qui fut largement sous-estimée par la science politique en général et par l'école réaliste en particulier. Cette

conception nous conduit à établir une distinction fondamentale entre d'une part le Concert of Power, accord volontaire entre plusieurs Etats où l'intérêt de la collectivité est prise en compte, et d'autre part le Balance of Power, jeu d'alliance opposant les Etats et permettant de préserver leur intérêt national [25]. Cette différence est essentielle car ces deux notions ne sont pas de simples variations sur un même thème, mais apparaissent antinomiques et opposées sous bien des aspects. Le concert fait référence à une situation très particulière où prédomine la règle de droit, où la paix et la stabilité sont assurées et garanties en commun et où l'équilibre est atteint et sauvegardé collectivement, sous la supervision des grandes puissances qui le composent. Un tel schéma se rapproche donc de la sécurité collective et du gouvernement mondial. La création et le maintien d'un véritable équilibre entre les nations, au sens du Concert et non du Balance, restent donc très exceptionnels dans l'histoire des relations internationales [26]. En dehors des quelques mois qui suivirent la Première et la Seconde guerre mondiale, la seule expérience significative de ce type est le concert européen tel qu'il s'est appliqué à partir de 1815 [27]. C'est dire qu'une telle structure collective de paix est rarissime sinon unique dans l'histoire diplomatique. Il peut donc apparaître paradoxal d'ériger en modèle ce qui ressemble fort à une exception. Pour éviter toute généralisation aléatoire, il convient à tout le moins d'approfondir les circonstances précises et les conditions particulières de mise en œuvre du concert de 1815 avant d'en tirer d'éventuels enseignements. Fort de cette distinction, il faut s'attacher à répondre plus précisément à une question simple : est-ce le concert qui a favorisé la paix, ou au contraire est-ce la paix qui a permis le concert ?

La première remarque importante concerne le contexte immédiat du Traité de Vienne. Les Etats européens sortent non seulement économiquement épuisés des guerres napoléoniennes mais surtout conscients qu'un nouveau conflit doit absolument être évité. Il existe une très vive "mémoire" de la décennie de conflits dont l'ampleur fut sans précédent. Cette conscience commune rend les solutions diplomatiques bien supérieures et préférables aux issues militaires [28]. La guerre n'est plus considérée comme un moyen de régulation entre les grandes puissances européennes, au contraire celles-ci s'accordent pour éviter tout recours à cette éventualité entre elles et s'engagent à limiter son intensité dans les crises périphériques impliquant des petits Etats. Il n'est donc pas besoin d'une balance entre des objectifs opposés, chacun préférant la gestion diplomatique collective à la solution militaire unilatérale. Plus le souvenir des dévastations de la guerre s'éloignera, plus les bases du concert

s'effriteront. En outre, les circonstances stratégiques et des données étatiques particulières favorisaient par ailleurs la coopération. Contrairement aux années précédant la première déflagration mondiale [29], la stratégie militaire défensive était largement prédominante et les risques d'attaque surprise étaient extrêmement faibles [30]. Ceci favorisait le recours systématique à la négociation et à la coopération, car les puissances européennes ne recherchaient plus la protection par l'expansion unilatérale mais bien par la gestion commune du statu quo. En bref, l'absence du dilemme de sécurité entre les Etats constitua l'une des bases fondamentales de l'équilibre européen. Celle-ci ne fut cependant que relativement provisoire. Avec l'évolution des techniques militaires et la prise de conscience progressive de la supériorité de l'offensive, l'intérêt national prima à nouveau sur l'intérêt commun. L'ampleur des guerres napoléoniennes et leurs conséquences sur l'économie des grandes puissances, les idées stratégiques et la technologie militaire furent donc des conditions essentielles dans la création du concert de 1815. On ne peut traiter ce dernier en ignorant les premières [31]. Ces facteurs expliquent pour une large part la modération des politiques des Etats européens à cette époque.

Le second élément important concerne le consensus général sur les causes des conflits napoléoniens qui règne en Europe. Les Etats sont unanimes pour considérer qu'il existe un lien direct entre la révolution et la guerre, la première déclenchant la seconde. Ce consensus est rendu possible grâce à l'homogénéité des différents régimes politiques parmi les grandes puissances, qui toutes partagent la même légitimité monarchique. Cette idéologie commune fut indispensable à la création du concert européen. Ce n'est pas la diplomatie de Castlereagh qui autorisa la réintroduction de la France au sein du concert européen, mais c'est la Restauration française qui permit à la France d'être acceptée à nouveau par les autres grandes puissances [32]. L'équilibre concernait donc tout autant les régimes politiques au sein des Etats que l'ordre international entre les nations. Les facteurs internes, si négligés par Kissinger, furent donc absolument fondamentaux dans la création et le maintien de l'ordre européen [33]. Il convient donc parler d'un véritable "équilibre politique" en 1815, et non d'un Balance of Power, car il s'agit d'un accord général impliquant des droits et des obligations communes et non d'un jeu d'alliances assurant l'équilibre au sein d'une confrontation [34]. Si la concordance des régimes politiques fut nécessaire à l'établissement du concert, elle ne fut pas suffisante à son maintien. Mais cette identité facilita la coopération et l'entente au sein des Etats européens, elle renforça la confiance et la connaissance mutuelles entre leurs dirigeants et assura une plus

grande transparence de leur politique. Les méthodes pour maintenir le statu quo ne présentaient plus de difficultés : tout le monde s'accordait sur la nécessité de réunir de larges conférences internationales, l'accord était unanime pour n'utiliser la force que de manière très limitée [35]. Mais les puissances européennes ne purent se contenter de décréter le statu quo, elles furent confrontées rapidement aux premiers désaccords sur son contenu. La prudence seule ne pouvait garantir le maintien du concert, il fallait appliquer des sanctions au contrevenant qui ne respectait pas l'ordre conservateur. La modération ne pouvait se résumer à une méthode, elle devait aussi aboutir à un résultat.

Dès 1922, les premières divergences apparurent, comme l'atteste le retrait britannique après l'opposition à la révolution d'Espagne manifestée par Alexandre I, le dirigeant le plus favorable au concert européen [36]. L'intention affichée en 1815 de gérer en commun les troubles internes afin d'éviter toute escalade internationale, déclina progressivement et la légitimité devint rapidement formelle. L'accord porta davantage sur la manière de gérer les crises mais de moins en moins sur leur dénouement [37]. Si l'entente empêchait l'exploitation exclusive des zones périphériques [38], notamment vis-à-vis de la Turquie, le concert, après les événements de 1848, ne fonctionna plus de la même façon entre les libéraux de l'Ouest et les conservateurs de l'Est. A partir du milieu du 19ème siècle, l'identité entre les acteurs disparut. La conception associative de l'équilibre s'effaça au profit d'une perception de plus en plus coercitive du Balance, et la gestion du concert devint de moins en moins collective [39]. L'échec définitif de l'équilibre européen fut scellé dès le moment où les calculs de puissance remplacèrent la communauté d'intérêt. Dès qu'une balance d'intérêts opposés remplaça le concert d'essence conservatrice, en un mot lorsque le Concert of Power se transforma en Balance of Power [40], la structure de paix fondée sur l'équilibre et l'identité politique des acteurs, cessa de fonctionner. À partir de 1848, mais plus encore après Sadowa, on en revient à un balance classique, fondé sur un calcul de forces et mettant en œuvre des compensations contre des territoires. Avec la réintroduction du dilemme de sécurité, la modération dans la gestion collective fit place à la prudence dans l'expansion unilatérale. Mais la montée du nationalisme, les progrès technologiques et l'évolution de la stratégie modifièrent les calculs de puissance. La prudence ne suffit plus à maintenir la paix.

[Lire la suite](#)

[Retour à la première partie](#)

[1] . "What was needed was the realism to accept the world as it was. This means giving up efforts as a matter of vital interest, to change the internal nature of other societies. The US preoccupation with Soviet domestic developments is an example of wishful thinking, a substitute for an effort to consider the concrete elements of a possible settlement and reflects a purer form of Marxism than found in the USSR itself. To subordinate the requirements of international equilibrium to those of internal reform was to risk precisely those fluctuations between American hyperactivity and US petulant withdrawal". Kissinger Henry, "American Foreign Policy", W.W. Norton, 1977, p. 146-147. Il dénoncera avec vigueur la doctrine Truman, taxée de "global crusade and a piece achieved by conversion of the adversary". Kissinger Henry, "Reflections on containment", Foreign Affairs, May-June 1994, Vol. 73, n°3, p. 119.

[2] . Voir par exemple De Wilde J., "Saved from Oblivion : interdependence theory in the first half of the 20 century", Dartmouth, 1991 et Oye Kenneth A., "Cooperation Under Anarchy", Princeton University Press, 1986. Sur les conséquences de l'anarchie, voir d'une part Axelrod R. et Keohane R., "Achieving Cooperation under Anarchy : Strategies and Institutions", World Politics, October 1985, Vol. 38, n°1, pp. 226-254 et de l'autre, Grieco Joseph M., "Anarchy and the limits of Cooperation : A Realist Critique of the Newest Liberal Institutionnalism", International Organization, August 1988, Vol. 42, n°3, pp. 485-507. En tout état de cause, "To view anarchy as the fundamental background condition of international politics underestimates the ambiguity of the concept and lends it an exaggerated importance. An exclusive focus on anarchy is overly reductionnist", Milner Helen, "The assumption of anarchy in International relations theory : a critique", Review of International Studies, January 1991, Vol. 17, n°1, p. 85.

[3] . "Legitimacy means no more than an international agreement about the nature of workable arrangement and about the permissible aims and methods of foreign policy. It implies the acceptance of the framework of the international order by all major powers". Kissinger Henry, "A World restored", op-cit., p. 1.

[4] . Kissinger était convaincu de la plus grande stabilité de la multipolarité par rapport à la bipolarité. Sur la multipolarité, voir Deutsch Karl W. et Singer David J., "Multipolar Power Systems and International Stability", World Politics, April 1964, Vol. 16, n°3, pp.

390-406. Sur la plus grande stabilité de l'ordre bipolaire, voir Waltz K., "The Stability of a Bipolar World", *Daedalus*, Summer 1964, pp. 881-909 et la mise au point de Wagner Harrison R., "What was bipolarity", *International Organization*, Winter 1993, Vol. 47, n°1, pp. 77-106. Voir surtout la synthèse de Rosecrance Richard N., "Bipolarity, Multipolarity and the Future", *Journal of Conflict Resolution*, September 1966, Vol. 10, n°3, pp. 314-327.

[5] . "We must remember that the only time in the history of the world that we have had any extended period of peace is when there has been balance of power. I think it will be a safer and a better world if we have a strong, healthy United States, Europe, China, Soviet Union and Japan, each balancing each other, not playing one against the other, an even balance". Déclaration de Nixon, *Time*, 03 janvier 1972. Par rapport à la description du président Wilson en 1918, où le balance of power n'est qu'"unstable equilibrium of competitive interests maintained by jealous watchfulness and an antagonism of interests", (Discours de Guillois en 1918), l'opposition est radicale.

[6] . "The stability will derive from habits of mutual restraint, coexistence and ultimately cooperation. This is detente". Kissinger Henry, "American Foreign Policy", op-cit., p. 305.

[7] . Nous reviendrons sur ce point, mais dès 1972, les lacunes de cette structure de paix furent soulignées : "Considering a great power which is also a great civilization, one important aspect of influence is clearly the internal dynamism of its society. A second element is its national will, and finally, its economic power". Voir Buchan Alastair, "A World Restored ?", *Foreign Affairs*, July 1972, Vol. 50, n°4, p. 647. Sur l'obsolescence de la notion de puissance envisagée par Kissinger, Voir Hoffmann Stanley, "Weighing the Balance of Power", *Foreign Affairs*, July 1972, pp. 618-643.

[8] . En septembre 1974, Kissinger définit la détente comme "the search for a more productive relationship with the Soviet Union", en juillet 1975, elle n'est plus qu'"a means to regulate a competitive relationship", et en février 1976, "detente is designed to prevent Soviet expansion". Un mois plus tard, Ford tirait les conclusions qui s'imposaient : "We are going to forget the use of this word. It would be replaced by the phrase "peace through strength"". Cité par Garthoff Raymond L., "Detente and Confrontation, American-Soviet relations from Nixon to Reagan", *Brookings Institutions*, 1985, p. 548.

[9] . "For a balance of power to obtain, the rules of the system must be clearly understood by each of the major actors and there must be opportunities to apply sanctions should certain of these rules be broken. It seemed doubtful that the Americans, Chinese and Russians shared a genuine consensus about the rules of the current international game. How could the US "punish" the USSR if the latter decided to violate some essential rule of the system ? Without the possibility of enforcement, did not the rule of a system become irrelevant ?" Garrett Stephen A., "Nixonian Foreign Policy : A New Balance of Power or a Revived Concert ?", *Polity*, Spring 1976, Vol. 8, n°3, p. 391.

[10] . On évoque soit les "alliance handicaps", chez Liska George, "Nations in Alliance", John Hopkins University Press, 1962, soit l'"alliance flexibility", chez Rosecrance Richard N., "Action and Reaction in World Politics : International Systems in perspective", Boston University Press, 1963 et Walt Stephen M., "The Origins of Alliances", Cornell University Press, Ithaca, 1987.

[11] . "Diplomacy was almost impossible in the first-strike period, but became somewhat more practicable in the later period". Jervis Robert, "Security regimes", in Krasner Stephen D., "International Regimes", Cornell University Press, 1991, pp. 190-191.

[12] . D'où les critiques sur le conservatisme de Kissinger : "He is an articulate Conservative with an ethic devoted to the preservation of international order rather than national justice. His approach to political theory has been basically that of an engineer rather than an artist". Watt D. C., "Henry Kissinger : an interim report", *The Political Quarterly*, January-March 1977, Vol. 48, n°1, p. 12.

[13] . Sans parler de ses effets sur les alliés occidentaux, "the Nixon-Doctrine is an avoidance mechanism, it can be viewed in part as a palliative to reduce public tensions and in part a self-prescribed sedative to create the calm in which better means will be found to make sense of the world and to chart policy course". Voir Brenner Michael J., "The Problem of Innovation and the Nixon-Kissinger Foreign Policy", *International Studies Quarterly*, september 1973, Vol. 17, n°3, p. 266.

[14] . On lui reprocha d'avoir gelé Yalta sans aucune concession de la part des Soviétiques. R. Reagan, concurrent républicain à la présidence en 1976, estimait que la politique de Kissinger "was a sell-out of the captive nations and required slaves to accept their slavery". Voir Bell

Coral, "Kissinger in retrospect : the diplomacy of Power Concert ?", International Affairs, April 1977, Vol. 53, n°2, pp. 202-216.

[15] . "Too often, the US found itself confronting predictable crises with frantic improvisations, long-term problems with short-term palliatives, irreversible trends with grudging but half-hearted resistance. It was the very search for coherence that caused these problems. Kissinger's grand geopolitical vision required oversimplification, centralization, even personnalization". Gaddis John L., "Strategies of Containment", Oxford University Press, 1982, pp. 335-336.

[16] . Les ventes d'armes américaines s'élevèrent à 10 milliards de dollars en 1974, alors qu'elles n'atteignaient pas le million de dollars en 1960 : "The Nixon doctrine of self-reliance requires the militarisation of allied and friendly regimes if these regimes are to defend themselves against external threats or internal unrest. Thus massive and increasing arms supplies have not only expanded the coercive capacity of Thirld World countries but have for this very pragmatic reason made them more likely to use force, rather than persuasion in dealing with the threat to national security posed by endemic ethnic, religious, regional or class conflict. The fundamental problems of Kissingerism are the inconsistencies of the higher equilibrium with lower level of policy". Girling J.L.S., "Kissingerism : the enduring problems", International Affairs, July 1975, Vol. 51, n°3, p. 342.

[17] . "In 1975 and 1976, he insisted that he alone should conduct negociations. This certainly kept the spotlight focused on him, but it failed to produced something lasting. The performance seemed to matter more than the result. Instead of building a structure, he created a personality". Schulzinger Robert D., "Henri Kissinger : Doctor of Diplomacy", Columbia University Press, 1989, p. 245.

[18] . Si tout le monde s'accorde sur la naissance du concert européen à partir du Congrès de Vienne, les avis sont très partagés sur la date de son décès. On trouvera 1822, 1848, 1854, 1871, 1892 et enfin 1914.

[19] . "Balance of power was in the first instance the product of the extreme estrangement of Christendom from Islam. The power of religion was displaced by a religion of Power". Le symbole de ce passage fut le Traité d'Utrecht en 1713, le premier à mentionner explicitement l'équilibre des puissances mais aussi le dernier à évoquer

la "Res Publica Christiana". "At this juncture, the reciprocal exchange of officially accredited envoys was seen to be both necessary and sufficient for the states system... Diplomatic power is indirect and mediated by the actions of others. This presupposes a structure of mediation for maintaining a freedom of action. This structure is the balance of power". Certes, cette conception est minimale, mais l'idée selon laquelle le balance of power est une condition de la diplomatie et non son objectif, rejoint ce que nous disions sur le caractère tautologique de l'ordre mondial kisingérien. Voir Der Derian James, "On Diplomacy : a genealogy of Western estrangement", Blackwell, 1987, pp. 118-133.

[20] . La question est parfois brièvement tranchée : "If the principle of the balance of power was useful in the 18th century, it was likely to be valid in the 20th century as well, for its rationale never had anything to do with the character of particular regimes. Is there not something which can be condensed from the experience of many centuries ? Or are we to say that a new kind of regime must face the additional difficulty of inventing a new type of diplomacy ? We ought not to infer that the 20th century presents us with a special case, to which long term experience of the past cannot apply". Butterfield H., "The new and historical diplomacy", in Butterfield H. et M. Wight, "Diplomatic investigations, Essays in Theory of International Politics", Unwin University Books, 1966, pp. 183-186.

[21] . "It is apparent that the precise meaning of the term is in dispute, but also that there is no agreement on the classification of the various meanings and their theoretical implications". Voir Haas Ernst B., "The Balance of Power : Prescription, Concept or Propaganda ?", World Politics, July 1953, Vol. V, n°4, pp. 442-477 et aussi Zinnes Dina A., "An Analytical Study of the Balance of Power Theories", Journal of Peace Research, 1967, Vol. 4, n°3, pp. 270-287. Nous retiendrons la conclusion suivante qui s'applique bien à Kissinger : "Perhaps the oddest thing about the balance of power theory is that its leading spokesmen have never been able to decide or to agree whether the theory calls for and whether the successful operation of the system requires. When I am told that balance of power theory offers us a prescription for international stability and order, a prescription that calls for equilibrium or perhaps disequilibrium, I am tempted to conclude that it is an incompetent guide." Inis Claude L., "The Balance of Power Revisited", Review of International Studies, April 1989, Vol. 15, n°2, p. 80.

[22] . Voir Long David, "J. A. Hobson and Idealism in International Relations", *Review of International Studies*, July 1991, Vol. 17, n°3, p. 292. Sur sa normativité, Voir Wight Martin, "Balance of Power", in Butterfield H. et M. Wight, op-cit., pp. 155-180, et contra, Healy Brian et Stein Arthur, "The Balance of Power in International History", *Journal of Conflict Resolution*, March 1973, Vol. 17, n°1, pp. 33-61.

[23] . La distinction entre "adversarial" et "associative" est de Little Richard, "Deconstructing the balance of power : two traditions of thought", *Review of International Studies*, April 1989, Vol. 15, n°2, pp. 87-99.

[24] . Castlereagh parlait d'un "just equilibrium, as a result of agreements freely struck between willing traders". Cité par Manus I. Midlarsky, "The Balance of Power as Just Historical System", *Polity*, Winter 1983, Vol. 16, n°2, p. 185. L'aspect économique sera à nouveau mise en lumière par les théoriciens de l'interdépendance dans les années 1970 : "The solutions to many current issues of transnational interdependence will require collective action and international cooperation". Joseph S. Nye, "Soft Power", *Foreign Policy*, Fall 1990, n°80, p. 167. Nye et Keohane définiront ainsi la "soft power" par opposition au "hard power", une distinction très voisine de l'"associative versus adversarial power".

[25] . Cette distinction est rudimentaire mais fondamentale. Des auteurs ont défini de manière bien plus approfondie plusieurs systèmes du Balance of Power. Voir entre autres les neuf systèmes de Rosecrance Richard N., "Action and Reaction in World Politics : International Systems in perspective", Boston University Press, 1963. Voir aussi Kaplan Morton, "System and Process in International Politics", Wiley, 1957 et Peltz Stephen, "Balance of Power", in Hogan Michael J. et Thomas G. Paterson, (ed), "Explaining the History of American Foreign Relations", Cambridge University Press, 1991.

[26] . "The Concert system is the closest thing to world government. This system has occurred only three times in modern history, from 1815 to 1822, from 1919 to 1920 and 1945 to 1946.", Jervis Robert,, "From Balance to Concert : A Study of International Security Cooperation", *World Politics*, Octobre 1985, Vol. 38, n°1, p. 58. En ce sens, le Concert est le contraire de la Power Politics.

[27] . "The concert of Europe was created at a uniquely favorable time." Rosecrance Richard N., "Action and Reaction in World Politics", Little, Brown and Company, 1963, p. 55. C'est nous qui soulignons.

[28] . La création d'un concert ne serait possible qu'après un conflit majeur. "Why does a concert arises ? The most obvious clue is provided by the timing of the concerts. They occurs after, and only after, a major war fought to contain a potential hegemon. That is not a coincidence". Jervis Robert, "From Balance to Concert", op-cit., p. 60. Dans la préparation du Traité, cette conscience est très présente. Voir le classique d'Albrecht-Carrié René, "The Concert of Europe", Walker, 1968, pp. 28 et suiv.

[29] . Sur l'importance de la stratégie dans le déclenchement de la guerre 1914, Voir Van Evera Stephen, "The Cult of Offensive and the Origins of the First World War", International Security, Summer 1984, Vol. 9, n° 1, pp. 58-107 et Van Evera Stephen, "Why Cooperation failed in 1914", World Politics, October 1985, Vol. 38, n°1, pp. 80-117. Sur la perception de la posture défensive, Levy Jack S., "The Offensive/Defensive Balance of Military Technology : A Theoretical and Historical Analysis", International Studies Quarterly, June 1984, Vol. 28, n°2, pp. 219-238.

[30] . "In most of the states, the government's power of taxation were slight and armies were expensive. The incentives for taking the offensive were low and the advantage of defense were many. There was little possibility of surprise attack". Voir Peltz Stephen, "Balance of Power", op-cit., p. 116.

[31] . Par conséquent, "The years of conflict deserve to be treated as part of the text, not merely as a preface or an appendix. Realist diplomatic historians should consider more carefully the military factors that changed the calculations of decision makers in each era". Voir Inis Claude L., "The Balance of Power Revisited", Review of International Studies, April 1989, Vol. 15, n°2, p. 78. Cette remarque s'applique tout particulièrement au Diplomacy de Kissinger, où sont ignorés les conflits et les stratégies militaires.

[32] . "This fear of revolution produced more of a common basis of understanding than is usual in international politics. The hegemon that had been such a threat could be seen in part not as France, but as revolutionary France. The new French regime was as much the enemy of revolutionary France as were the members of the grand coalition". Jervis Robert, "From Balance to Concert", op-cit., p. 66.

[33] . "Ideological confrères could establish a degree of intimacy unattainable among states of varying political complexions. Conservatism internationalism extended even to the principles of

domestic governance. The uniqueness of the period after 1814 is that for the first time, the conviction that war and its evil had to be eliminated, was strengthened by a common ideological consensus". Rosecrance Richard N., "Action and Reaction in World Politics", op-cit., p. 59, et 76-77.

[34] . "There was a predominantly moral, legal and social-communal model of balance in which equilibrium required first and foremost the maintenance of the political and social order as a whole and the unity of all powers in defence of the legally established order. When European statesmen said "european equilibrium", they mean precisely that and did not usually mean "balance of power". The political equilibrium meant a balance of satisfaction, a balance of rights and obligation and a balance of performance and payoffs, rather than a balance of power". Schroeder Paul, "The Nineteenth Century System : The Balance of Power or Political Equilibrium", Review of International Studies, April 1989, Vol. 15, n°2, pp. 142-143.

[35] . Ces méthodes présentaient d'indéniables progrès par rapport au 18^e siècle. De ce point de vue, qualifier la diplomatie de Vienne de "conservative" n'est pas satisfaisant. Voir Schroeder Paul, "The 19th Century International System : Changes in the Structures", World Politics, October 1986, Vol. 39, n°1, pp. 1-26.

[36] . "The form of legitimacy was acceptance, its content was the maintenance of conservative domestic institutions. If legitimacy was a method, enshrining agreements, then nothing could be done to alienate the British, and they would become the determinants of the Alliance. If legitimacy was a result, enshrining conservatism, the revolution in Spain had to be suppressed. The Tsar opted for the latterst interpretation in October 1922, and the British were driven out of the Alliance". Voir Rosecrance Richard N., "Action and Reaction in World Politics", op-cit., p. 75.

[37] . Dès 1818, un mémorandum britannique stipulait : "There is no doubt that a breach of the covenant by any one State is an injury which all the other States may either separately or collectively resent, but the treaties do not impose, by express stipulation, the doing so as a matter of positive obligation". Cité par Kupchan Charles A. et Kupchan Clifford A., "Concert, Collective Security, and the Future of Europe", International Security, Summer 1991, Vol. 16, n°1, p. 123.

[38] . Empêcher l'avantage exclusif d'une puissance au détriment des autres était un objectif essentiel. Sur ce point, voir Schroeder Paul,

"Alliances, 1815-1914 : Weapons of Power and Tool of Management", in Knorr Klaus, "Historical Dimensions of National Security Problems", University Press of Kansas, 1976, pp. 227-262. Mais la possibilité d'extension en dehors de l'Europe est parfois jugée nécessaire au maintien du concert de 1815. "Allowance must be made for external circumstances, especially the expansion outside Europe. This means the equal aggrandizement of the Great Powers at the expense of the weak". Voir Wight Martin, "Balance of Power", in H. Butterfield et Martin Wight, op-cit., p. 156.

[39] . Castlereagh estimait à juste titre que "All the members have to have an interest in supporting the equilibrium, because otherwise the collective and communal conception of power will degenerate into a coercive form". Cité par Little Richard, "Deconstructing the balance of power : two traditions of thought", Review of International Studies, April 1989, Vol. 15, n°2, p. 74.

[40] . "The essential truth is that the nineteenth century European system collapsed when it finally ceased to rest upon political equilibrium and operates solely as a Balance of Power system". Schroeder Paul, "The Nineteenth Century System : The Balance of Power or Political Equilibrium", Review of International Studies, April 1989, Vol. 15, n°2, p. 148.

Diplomacy : la cliopolitique selon Henry Kissinger. Partie 3

Jean-Yves Haine

Contrairement à ce qu'estimait Kissinger, la modération n'était donc pas le résultat du Concert, elle était au contraire l'un de ses fondements. La paix reposait sur l'équilibre politique, et la prudence seule ne pouvait la garantir. La faillite du système intervient dès le moment où ses bases de cette modération commencent à s'effriter. L'homogénéité politique des acteurs se dissout, la force des liens religieux et monarchiques s'amenuise, la guerre redevient une politique acceptable et la rivalité resurgit. L'équilibre politique et la communauté idéologique constituent donc les véritables facteurs de la paix, tandis que le le Balance of power marque sa rupture. En un mot, pour reprendre une formule lapidaire, c'est la paix qui a maintenu le concert, et non le concert qui a favorisé la paix [1].

En définitive, Kissinger a commis, nous semble-t-il, une double erreur. D'une part, il a exagéré l'influence du Balance of Power dans l'histoire des relations internationales, de l'autre, il s'est mépris sur les causes réelles de la paix, non seulement en 1815, mais plus encore au XXème siècle. Tout d'abord, sa confusion est manifeste entre le Balance et de Concert, qui sont des notions presque synonymes chez lui, alors qu'elles sont contradictoires et reposent sur des bases diamétralement opposées. Parce que la modération ne fut qu'une méthode de sa diplomatie et non son fondement [2], parce qu'il ne mit en œuvre qu'un Balance et non un Concert, la politique de Kissinger ne contribua que dans une très faible mesure à la stabilité mondiale. Ses effets modérateurs restèrent fragiles et temporaires, et furent largement surestimés [3]. La paix, pour autant qu'on puisse évoquer ce terme tant les conflits périphériques furent nombreux, ne fut donc ni le résultat d'une structure qui n'exista que dans son esprit, ni un effet du Balance of Power amorcé depuis le containment, mais principalement un produit de la dissuasion nucléaire [4]. Le Balance of Power n'est pas une structure opérante mais seulement un cadre d'affrontements privilégiant le secret, la duplicité et la liberté de manœuvre. On comprend aisément les faveurs de Kissinger pour ce type de diplomatie mais son erreur fut de croire qu'en privilégiant les rencontres au sommet et les contacts personnels, il réussirait à changer le cours des événements. Sa diplomatie ne modifia guère l'attitude des grandes puissances, et n'eut aucun effet sur la

périphérie. Au contraire, comme l'ont démontré les avatars de la détente, le comportement des acteurs détermina le contenu de sa diplomatie [5]. Son néoréalisme basé sur la diplomatie personnelle resta lettre morte. En négligeant les "sources" [6] du comportement soviétique, et en rejetant les tentatives pour les modifier, Kissinger pratiqua une version très réductrice du containment, centrée principalement sur le maintien du statu quo. Il fut sans doute un dirigeant bien moins "créateur" qu'Acheson. Rien ne fut jamais entrepris qui put favoriser un changement dans les intentions soviétique. La guerre froide était une équation constante dont il ne fallait surtout pas modifier les variables. Avec Kissinger à la Maison-Blanche, la paix était plus improbable que jamais et la guerre était toujours aussi impossible.

Ce conservatisme excessif procède en réalité d'une seconde erreur plus radicale. Sa conception trop étroite de la légitimité s'avère en effet erronée et son application fut anachronique. Le Concert de 1815 était fondé, on l'a vu, sur la communauté d'intérêts de ses principaux acteurs. L'historicisme rankéen de Kissinger, qui privilégiait le sommet au détriment de la base, et instaurait un cloisonnement factice entre la politique étrangère et la politique intérieure, engendra une confusion entre les causes et effets du Concert de 1815. En voulant reproduire un modèle et appliquer des méthodes diplomatiques historiquement dépassées, Kissinger ignore totalement les nouvelles réalités de la politique internationale. Si sous Metternich la légitimité était monarchique, dès la fin du 19^{ème} siècle, elle devint démocratique. Plus les sociétés devenaient responsables, plus le modèle kissingérien devenait anachronique. Comme l'a sanctionné la catastrophe de la Première guerre mondiale, l'ordre ne pouvait plus se limiter à un accord entre dirigeants, mais devait aussi inclure les conditions internes [7]. Comme l'illustra la décennie 1980, la paix n'est pas seulement un sous-produit de l'ordre, mais plus fondamentalement un résultat de la justice. Parce qu'il ne s'intéressa qu'aux seules relations entre dirigeants, parce qu'il a toujours négligé les réalités économiques et sociologiques qui sont à la base de la politique, parce qu'en un mot il s'est contenté d'étudier la forme au détriment du fond, il est passé à côté de la seule leçon pertinente que l'on pouvait déduire de 1815 : le concert ne se dicte pas d'en haut mais s'établit par le bas, la légitimité ne se décrète pas mais se construit. Et plus que jamais aujourd'hui, l'ordre inclut la justice.

1989 et la justice

D'essence conservatrice, le concert de 1815 ne résista pas aux mouvements sociaux internes, et la paix monarchique succomba sous l'effet des révolutions de 1848. Les chefs d'Etats ont pu imposer le statu quo pendant un temps limité, mais ils n'ont pu s'opposer à la force des revendications révolutionnaires et à la montée des nationalismes. Le réalisme historiciste de Kissinger, basé sur l'anarchie structurelle, sur la prédominance du chef de l'Etat, et sur la primauté de la politique étrangère, ne pouvait qu'ignorer les fondements sociologiques et politiques qui ont été à la base du Concert et de sa rupture. Sa lecture apparaît donc déjà bien limitée pour le 19ème siècle, mais depuis l'émergence de la démocratie à l'aube de ce siècle, elle nous semble totalement erronée. De manière plus générale, les paradigmes réalistes, parce qu'ils considèrent que le dilemme de sécurité est un donné et non un construit [8], parce qu'ils posent l'immutabilité de la forme étatique [9] au détriment de la dynamique des sociétés [10], sont par leur définition même hermétiques aux changements et aux évolutions de la vie politique internationale. En estimant que l'anarchie est la seule structure qui s'impose aux Etats, ils décrètent dans le même temps que ce dernier n'est ni susceptible d'évoluer ni de modifier à son tour l'environnement dans lequel il évolue. De ce fait, les évolutions sociétales et transnationales sont systématiquement écartées. Or, force est de constater que les Etats à l'heure actuelle n'ont plus grand chose en commun avec ceux qui ont signé le Traité de Westphalie et qu'aujourd'hui le système international n'est plus celui de 1648. Il est donc essentiel de réintroduire les sociétés dans la politique internationale, de partir d'en bas pour arriver en haut, et non l'inverse. La décennie 1980, plus encore que celle de 1815, illustrent clairement cette nécessité de changer de perspectives et révèlent les limites manifestes de l'analyse réaliste en général et de l'approche kissingérienne en particulier.

Kissinger se contente en effet d'une appréhension géopolitique de la fin de la guerre froide, en soulignant la victoire de la force reaganienne sur la faiblesse soviétique. Fidèle à sa conception rankéenne, la chute du Mur de Berlin se limite à une histoire de diplomates et à son aspect le plus visible, le dialogue Reagan-Gorbatchev. Il n'est pas lieu ici de refaire l'histoire de la fin de la guerre froide, mais de souligner brièvement les insuffisances des explications et l'incohérence des paradigmes néoréalistes avant d'ébaucher une autre interprétation concurrente des changements de 1989. En premier lieu, le Balance of Power ne peut constituer en aucun cas la seule grille d'analyse pertinente pour justifier la nouvelle pensée politique de Gorbatchev dès le milieu des années 1980 [11]. Si la recherche de puissance induite par la structure anarchique constitue la donnée permanente du

système international, alors l'abandon par l'Union soviétique de son glaci principal de sécurité en Europe de l'Est contredit les résultats attendus de la théorie (néo)réaliste [12]. La distribution de puissances entre les deux Grands ne permet d'expliquer précisément ni le déroulement de la guerre froide, ni le changement de comportement de Gorbatchev [13]. Pour justifier la réorientation radicale de Moscou dès 1985, l'analyse doit sortir du cadre réaliste. Il faut renverser le schéma d'analyse classique, et considérer d'abord les développements internes, les changements de conceptions dans le domaine de la sécurité, la dynamique des enjeux sociaux, et la force des idées politiques et des manifestations culturelles, et analyser ensuite leurs conséquences sur le système international.

Dans le domaine de la sécurité, il faut relever tout d'abord l'importance des échanges et des réflexions entre l'Est et l'Ouest menées au sein de la CSCE. Entre la nouvelle pensée politique de Gorbatchev et les conceptions sur la sécurité commune émises au sein de la Commission Palme, notamment par Egon Bahr, les similitudes sont loin d'être fortuites. Succinctement, dans les cercles de réflexions stratégiques en Europe particulièrement en Allemagne de l'Ouest, mais aussi parmi les proches de Gorbatchev, une conception commune selon laquelle il ne pouvait y avoir de sécurité sans coopération mutuelle s'est peu à peu imposée à partir de la moitié des années 1980 [14]. Il ne s'agissait pas seulement de relations interétatiques mais bien d'échanges entre experts au niveau individuels et académiques. De plus, les partis politiques allemands entretenaient des contacts étroits avec les membres de la société civile polonaise, est-allemande et soviétique et il n'est donc pas surprenant que Bonn se soit montré particulièrement enthousiaste vis-à-vis des premières réformes de Moscou, contrairement à Washington. Gorbatchev lui-même reconnut qu'il avait été fortement influencé par les travaux de la Commission Palme et qu'il s'en était inspiré pour développer son concept de maison commune européenne [15]. Les premières Mesures de Confiance et de Sécurité développées au milieu des années 1980 témoignent de cette prise de conscience au niveau politique et attestent que la notion de sécurité commune était devenue majoritaire en Europe [16]. Ceci signifie que, même dans le domaine stratégique, pourtant au cœur des analyses réalistes, les évolutions ne sont pas uniquement dépendantes d'un rapport de forces ou d'une distribution de puissances mais qu'au contraire les idées, les conceptions et leurs échanges y jouent au contraire un rôle fondamental [17]. Par conséquent, il y a lieu là aussi de tenir compte de la base avant d'envisager les décisions au sommet. Sans cette démarche, on se méprend sur les fondements des conceptions de Gorbatchev et sur les

effets qu'elles ont suscité à l'Ouest. Bien loin d'être une victoire de Washington, les débuts de la nouvelle politique de Moscou marquent avant tout l'adoption par Gorbatchev du concept de sécurité commune prônée par une majorité d'experts en Europe et témoignent de sa volonté d'aménager et puis de sortir du dilemme de sécurité qui gelait ses rapports avec l'Occident. C'est la conception associative et communale de la puissance qui s'est imposée, et non un effet du Balance of Power.

Il convient ensuite de souligner les travaux, préparés dans le cadre du processus d'Helsinki, du Réseau Européen pour le Dialogue Est-Ouest, dont les membres n'étaient pas des Chefs d'Etat mais des représentants de la société civile de part et d'autre du Rideau de fer. Dans son rapport de 1985, fruit d'un échange entre dissidents de l'Est et observateurs et leaders d'opinion à l'Ouest, il est rappelé l'importance et l'interdépendance des trois paniers de la CSCE [18]. La conviction est générale pour estimer que la sécurité en Europe repose d'abord sur le respect des libertés civiles et politiques au sein des Etats et qu'elle pourra être assurée ensuite par une confiance mutuelle entre responsables étatiques [19]. La sécurité en Europe était avant tout une question de sécurité individuelle au sein de l'Etat [20], accessoirement une question de rapports diplomatiques entre eux. La détente si elle ne reposait pas sur des bases internes n'avait aucune chance d'aboutir. Les conclusions du Réseau Européen sont particulièrement éclairantes. Elles décrivent non seulement le processus par lequel la guerre froide prendra effectivement fin, mais constituent par ailleurs une excellente critique d'une politique limitée au sommet envisagée par les réalistes et mise en œuvre par Kissinger :

"La politique de détente, pour parvenir à des résultats durables, doit s'appuyer sur une base solide non seulement au niveau gouvernemental, mais également au sein des sociétés. Les contacts entre les populations et les activités communes entre les groupes et les individus par delà les frontières peuvent dissoudre les structures de la Guerre Froide et préparer le terrain pour une « paix chaude ». La politique officielle de détente devrait créer un cadre qui encourage le processus de « détente par le bas ».

La paix, qui plus qu'en 1815 n'était pas seulement l'absence de guerre, devait s'établir à partir des sociétés, lesquelles ne connaissent pas de frontières, elle ne pouvait pas se commander seulement depuis les Etats [21]. Elle doit reposer d'abord sur les conditions internes et sur la légitimité du pouvoir exercé au sein des Etats, et non sur une seule

légitimité reconnue entre eux. Comme le notait Vaclav Havel : "Une paix durable ne peut être le fruit que de peuples libres. Le respect des droits de l'homme est la condition fondamentale et la seule garantie authentique d'une paix véritable".

La dernière décennie de la guerre froide fut donc marquée par bien autre chose que la simple modification d'un rapport de force. Les vidéos, les films, les émissions de Radio Free Europe, les échanges culturels et les aides économiques ont fait beaucoup plus pour la fin de la guerre froide que les missiles du SAC ou les lasers de l'IDS. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si à Moscou on qualifia la démocratisation à l'Est de doctrine Sinatra. L'obsession kissingérienne pour l'ordre géopolitique au détriment des véritables facteurs de paix l'amena par ailleurs à prodiguer des initiatives inadaptées aux nouvelles réalités internationales. En décembre 1988, il proposa au président Bush de négocier secrètement un accord avec Moscou. En échange de la promesse de Gorbatchev de ne pas s'opposer aux réformes politiques en Europe de l'Est, les Etats-Unis s'engageaient à ne pas exploiter la situation en leur faveur au détriment des intérêts légitimes de l'Union soviétique. Ce plan, qualifié de Yalta II par le Département d'Etat, fut rejeté tant à Moscou qu'à Washington [22]. Le Balance of Power n'explique donc pas la fin de la guerre froide, son application politique en a au contraire retardé l'échéance. [23] Dès lors qu'il existe une communauté d'intérêts, ses méthodes deviennent inutiles et contreproductives [24]. Si dans les sociétés monarchiques, la puissance était principalement une question de ressources des gouvernements, elle se mesure désormais à l'aune du bien être social et des libertés publiques. Les méthodes et les postulats réalistes ne peuvent plus représenter la seule grille de lecture de la vie internationale et ce d'autant plus qu'on assiste à une généralisation de la paix démocratique [25]. Il y a bien aujourd'hui une "nouvelle" diplomatie fondamentalement différente de celle prônée et pratiquée par Kissinger [26]. Elle n'est plus dictée par le seul dilemme de sécurité, mais bien par les évolutions de la "société civile" [27], dont la logique relève plus d'A. Smith que de Thucydide. La leçon principale de la guerre froide est qu'on ne peut séparer les affaires étrangères des conditions intérieures, la stabilité de la justice et la paix de la liberté.

Les conclusions sont donc sévères pour l'approche réaliste en général et pour sa version kissingérienne en particulier. Si les hommes d'Etats doivent être jugés non seulement par leurs actions mais aussi par les alternatives qui étaient à leur disposition [28], alors le bilan de Kissinger est particulièrement décevant. Un écrivain tchèque, un électricien polonais et un acteur d'Hollywood ont été des hommes

d'Etat bien plus créateurs que Kissinger le diplomate. Comme le reconnaît plus modestement James Baker, les "gens ordinaires" [29] font aussi l'histoire.

[Retour à la première partie](#)

[Retour à la partie précédente](#)

[1] . "It was peace that maintained the Concert, and not the Concert that maintained peace". Medlicott William. N., "Bismarck, Gladstone and the Concert of Europe", Greenwood Press, 1969, p. 18.

[2] . "As a method of regulating international behavior and conflict, it did not generally deter hostile political or military action. Much of the traditional writing on the balance of power glorifies an institution that was phlegmatic and unpredictable at best. In sum, the history of the balance of power is one of either weakness or misperceived strength". Rosecrance Richard, "A new Concert of Powers", Foreign Affairs, Spring 1992, Vol. 70, n°2, p. 66 et 69.

[3] . "The inclination to exaggerate the success of the balance of power accompanies the disinclination to be explicit about what constitutes success. Balance of power is advertised as a producer of moderation, but its champions concede that it is a product of moderation. This came perilously close to saying that Balance of Power depends upon world order, rather than world order depends upon Balance of Power." Inis Claude L., "The Balance of Power Revisited", op-cit., p. 79.

[4] . Waltz, qui avait toujours prétendu que la stabilité découlait de la bipolarité, reconnut que la dissuasion nucléaire joua un rôle essentiel dans la "longue paix". Voir Waltz Kenneth, "Reflections on Theory of International Politics : A Response to My Critics", in Keohane Robert O., "Neorealism and Its Critics", Columbia University Press, 1986, pp. 326-330.

[5] . Le Balance n'est donc pas un mécanisme structurant, au contraire, ce sont les évolutions entre les puissances qui déterminent son contenu. C'était déjà vrai pour l'Europe du 19ème siècle : "It would be mistaken of making the balance of power the reigning principle and mechanism governing European politics. Instead of the balance of power explaining what happened in European politics, what

happens in European politics explains what happened to the idea of the balance of power". Schroeder Paul, "The Nineteenth Century System : The Balance of Power or Political Equilibrium", op-cit., p. 141.

[6] . Par référence au texte fondateur du containment de Kennan George, "The sources of the Soviet Conduct", Foreign Affairs, July 1947, Vol. 25, n°4, pp. 566-582. Il écrivit plus tard : "The most important influence that the US can bring to bear upon internal developments in Russia will continue to be the influence of example". Kennan George, "America and the Russian Future", Foreign Affairs, April 1951, Vol. 29, n°3, pp. 368. C'est nous qui soulignons.

[7] . "The model (of Kissinger) for the conduct of international relations had simply ceased to work by the beginning of this century, not because of unskillful statecraft, but because the hermetic system in which it had been effective had ceased to exist". Voir Howard Michael, "Howard Michael, "The world according to Henry : from Metternich to me", Foreign Affairs, mai-juin 1995, Vol. 73, n°3, p. 139.

[8] . Plus que sur la pertinence du néoréalisme, le débat essentiel porte sur le niveau d'analyse en relations internationales. Sur ce point, Voir Singer David J., "The Level-of-Analysis problem in International Relations", in Knorr Klaus et Sidney Verba, "The International System : Theoretical Essays", Princeton University Press, 1961, pp. 77-92 et Wendt A., "The Agent-Structure Problem in International Relation Theory", International Organization, Summer 1987, n°3, pp. 333-370. En fait, "security dilemmas are not given by anarchy. If states find themselves in a self help system, this is because their practices made it that way. Far from being exogenously given, the intersubjective knowledge that constitutes competitive identities and interests is constructed every day by processes of social will formation". Wendt A., "Anarchy is what states makes of it : social construction of power politic", International Organization, Spring 1992, Vol. 46, n°2, p. 407. C'est nous qui soulignons.

[9] . "The realists reify the nation-state as a single idealised community acting to ensure its survival. It is in this mechanical notion of structure that the inherent weakness of Realism is most transparent. In order to conceive the state as a unit responding purely to the Balance of Power it must implicitly define it as ontologically anterior to the international system." Voir Ashley Richard K., "The Poverty of Neorealism", International Organization, Spring 1984, Vol. 38, n°2, pp. 225-286 et Buzan B., Jones C. et R. Little, "The logic of

Anarchy : neorealism to structural realism", Columbia University Press, 1993.

[10] . "While the realist perspective highlights the similarities between Charles V, Napoleon, Wilhelm II and Hitler by surimposing on widely constringing historical periods the logic of military competition in a state system, those same international struggles are mediating a wholesale transformation of the form and the conditions of social power in the world. We need a conception of historical agency as a disperced property of human societies which states organizations will always attempt to mobilize, but which is never reductible to state policy". Voir Rosenberg Justin, "What's the matter with Realism", Review of International Studies, October 1990, Vol. 16, n°4, pp. 285-303. C'est nous qui soulignons.

[11] . L'argument selon lequel les Occidentaux ont voulu négocier avec les Soviétiques après avoir rétabli une "balance" stratégique ne résiste pas à une analyse approfondie. Pourquoi Moscou aurait-il consenti à négocier avec Washington en position de faiblesse ? D'autre part, les Européens ont toujours voulu traiter avec Moscou avant même le déploiement des euromissiles. Limiter les réformes intérieures de Gorbatchev à "an external imposed necessity", comme le fait Waltz, paraît bien une vue "irréaliste" des véritables forces en jeu au milieu des années 1980. "While western behavior was not irrelevant, it did not determine the outcome". Voir Risse-Kappen Thomas, "Did "peace through strength" end the cold War ? : Lessons from INF", International Security, Summer 1991, Vol. 16, n°1, pp. 162-188.

[12] . "A realist explanation that depicts Gorbatchev's radical reorientation of Soviet domestic and foreign policy as a response to the country's declining economy has difficulty accounting for the status quo under Brezhnev. Furthermore, it is very difficult to reconcile Soviet policy in Eastern Europe with realism." Voir Ned Lebow Richard, "The long peace, the end of the Cold war and the failure of realism", International Organization, Spring 1994, Vol. 48, n°2, pp. 249-277.

[13] . "If the Cold War was firmly rooted in "a structure determined by the distribution of capabilities", (Waltz K.), each side should have continued to focus its fears on the others, to distrust its motives and to impute offensive intentions to defensive measures. Ideas and ideology as interpreted in domestic politics seem chiefly responsible for the dynamics of the Cold War, not the capabilities". Mueller John, "The Impact of Ideas on Grand Strategy", in Rosecrance Richard et Arthur

A. Stein, "The Domestic Bases of Grand Strategy", Cornell university Press, 1993, p. 62.

[14] . "States can no longer seek security at each other's expense, it can be attained only through cooperative undertakings. Security in the nuclear age means common security. The consequence that war can be no longer be won is that there is no reliable security against an opponent but only with an opponent. There is only common security and everybody is partner in it, not despite potential enmity, but because of this enmity.". Voir "Common Security : A programme for Disarmament", Palme Commission on Disarmament and Security Issues, pp. 138-139.

[15] . Si les échanges d'idées sont essentiels, la structure des canaux par lesquels elles circulent, l'est tout autant. "The combination of a centralized decision-making structure with a reform-oriented leadership explains why the strategic prescriptions promoted by the transnational coalition had such a strong impact on Gorbatchev's foreign policy revolution in a short period of time. Once a channel into the top decision-making circle was open, the transnational coalition profoundly influenced policies". Voir Risse-Kappen Thomas, "Ideas do not float freely : transnational coalitions, domestic structures and the end of the Cold War", International Organization, Spring 1992, Vol. 48, n°2, p. 214. C'est nous qui soulignons.

[16] . "The CSBM can be seen to operationalize the meaning of common security developed by the Palme Commission and to give expression to the notion of Europe as a common home. As an international regime, they can be classified as a pragmatic contribution to peacefully managing the classical "security dilemma" based on both the proscription of threat or use of force and the right to military self-defense". Voir Rittberger V., Efinger M. et M. Mendler, "Toward an East-West Security Regime : The Case of the CSBM", Journal of Peace Research, Vol. 27, n°1, 1990, p. 71.

[17] . Pour une généralisation de l'argument, Voir Rosecrance Richard et Arthur A. Stein, "Beyond realism : the study of Grand Strategy", in Rosecrance Richard et Arthur A. Stein, "The Domestic Bases of Grand Strategy", Cornell university Press, 1993, pp. 1-22.

[18] . Contrairement à ce que croit Kissinger, la CSCE fit beaucoup plus que simplement "keep the issue of human rights alive". Kissinger Henry, "Diplomacy", op-cit., p. 793.

[19] . "Stability in international relations also rests on the independent and democratic development of societies. Peace on our continent can only be secure if it is a really democratic peace, based on civil liberties and social justice and thus defended by all European citizens. A lasting peace can only be achieved by overcoming the various political, economic and social causes of aggression and violence in international relations as well as the internal conditions of states". Voir "For a Democratic Peace in Europe : a Memorandum to citizens, groups and governments of all CSCE countries", in *East European Reporter*, 1986, Vol. 2, n°2, pp. 52-59. C'est nous qui soulignons.

[20] . "Emancipation and security are two sides of the same coin. Emancipation, not power and order, produces security". Booth Ken, "Security and Emancipation", *Review of International Studies*, October 1991, Vol. 17, n°4, p. 319. Par conséquent, "the individuals represent the irreducible basic unit to which the concept of security can be applied". Sur ce point, Buzan Barry, "People, States and Fear : the Internatioanl Security Problem in International Relations", *Wheatheaf*, 1983, p. 10 et suiv.

[21] . Par conséquent, "In contrast to the realist concept of the national political community, resistance writers, both East Europeans dissidents and West European Peace activists share the ideal of a non-territorial community based on the development of a trans-European civil society. Peace depends upon forging of a new internationalism, unmediated by states structures, between the citizenry of West and East". Voir Reus-Smit Christian, "Realist and Resistance Utopias : Community, Security and Political Action in the New Europe", *Millenium*, Spring 1992, Vol. 21, n°1, p. 18.

[22] . L'un des conseillers de Baker eut cette remarque révélatrice : "Why buy what history is giving you for free ?". Cité par Beschloss Michael R. et Strobe Talbott, "At the Highest Levels : The Inside Story of the End of The Cold War", Little, Brown and Company, 1993, p. 20.

[23] Selon la perspective réaliste, "the Cold War was not supposed to end as it did. In effect, the Cold War was not supposed to end at all". Steel Ronald, "The End and the Beginning", in Hogan Michael J., "The End of the Cold War : Its Meaning and its Implications", Cambridge University Press, 1992, p. 104.

[24] . Canning avait exprimé cette idée de manière plus radicale : "Conferences are useless or dangerous : useless if we are in agreement, dangerous if we are not". Temperley Harold, "The Foreign

Policy of Canning, 1822-1827", Cass, 1966, p. 135, cité par Jervis Robert, "From Balance to Concert : A Study of International Security Cooperation", World Politics, Octobre 1985, Vol. 38, n°1, p. 72.

[25] . Sur la valeur de la paix démocratique, voir entre autres, Russett Bruce, "Grasping the Democratic Peace ; Principles for a Post-Cold War World", Princeton University Press, 1993 et contra Layne Christopher, "Kant or Cant : The Myth of the Democratic Peace", International Security, Fall 1994, Vol. 19, n°2, pp. 5-49. Nous préférons quant à nous le concept de "communauté de sécurité", mis en lumière dès 1953 par Deutsch Karl, "Political Community at the International Level : Problems of Definition and Measurement", September 1953, Foreign Policy Analysis Series, Princeton University, n°2, pp. 1-25.

[26] . "Social change did create a "new diplomacy" which had to take into account the broadened political base of modern states". Navari Cornelia, "The great illusion revisited : the international theory of Norman Angell", Review of International Studies, October 1989, Vol. 15, n°4, p. 357.

[27] . "Today, there is a new trend, so messy that there is no adequate term for it. Democratization is not quite right, populism would be better. Maybe demands for "people power" or for "citizens" is the best approximation. It is popular demands and pressures that set much of the agenda of the government's foreign policies". Stanley Hoffmann, "Diffusion of Power in a Post-Cold War World", in Rubinstein Alvin Z., "America's National Interest in a Post-ColdWar World", Mc Graw-Hill, 1994, p. 30.

[28] . "Statesmen must be judged not only by their actions but also by their conception of alternatives". Kissinger Henry, "A World restored", op-cit., p. 213.

[29] . "In three and a half years, the very nature of the international system as we had known it was transformed. In this transformation, diplomats can and should take only modest credit. For the true responsibility for the changes lies in the ordinary men and women who sought freedom, who struggled against the darkness of totalitarianism, and who rose up to seize liberty of themselves". Baker James, "The Politics of Diplomacy", Putnam's Sons, 1995, p. 672.